

16-09-2013

Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme

Organismes spécifiques et organismes de masse : le débat au début du siècle (1907-1914)

Maurizio Antonioli

« Un centenaire pour les syndicalistes ». Avec cette référence explicite à une continuité politique idéale entre Bakounine et le syndicalisme, « La Voix du Peuple », organe de la Fédération des unions ouvrières de la Suisse romande¹, commémorait en mai 1914 le premier centenaire de la naissance du révolutionnaire russe, soulignant que celui-ci, en préconisant « le groupement des travailleurs sur le terrain économique, syndical », avait fait les premiers pas vers cet « anarchisme ouvrier » dont le syndicalisme révolutionnaire était l'héritier direct et la personnification actuelle.

« En un mot, concluait le journal romand, le syndicalisme révolutionnaire et fédéraliste, ou, si vous voulez, l'anarchisme ouvrier, s'est précisé en

¹ La FUORS avait été constituée à Lausanne le 9 juillet 1905 en présence d'une cinquantaine de délégués pour un total de 12 000 membres. Voir J. Wintsch, *Le socialisme en Suisse*, in « Le Mouvement socialiste » 1^{er} et 15 octobre 1905, et en outre, du même, *Le syndicalisme en Suisse*, in « Le Mouvement socialiste », 15 juillet-15 décembre 1907.

bonne partie grâce à l'apport des idées, à l'action du plus vaillant des hommes : Michel Bakounine². »

Un Bakounine version syndicaliste, donc. Un aspect de la postérité de Bakounine qui est apparu sans doute marginal pour une grande partie de l'historiographie contemporaine, et qui demeura presque complètement étranger à la notable reprise des études sur le grand internationaliste, si on exclut quelques essais de valeur de Marc Vuilleumier et les interventions (souvent de simples allusions) de Barrué, Guérin, Leval, de Lehning lui-même³. Et pourtant, quand en mai 1914 « La Voix du Peuple » en évoqua la figure, la polémique sur le rapport Bakounine-syndicalisme révolutionnaire avait atteint un tel niveau d'intensité qu'elle mobilisa quelques-uns des membres les plus qualifiés du syndicalisme et de l'anarchisme de l'aire latino-européenne.

D'un côté, pour soutenir la « parenté incontestable » entre les positions bakouniniennes et celles du syndicalisme, un noyau consistant de militants de la CGT (Pierre Monatte et le groupe de « La Vie ouvrière »), fort du soutien de James Guillaume, le « père Guillaume », compagnon de Bakounine et historien de l'Internationale⁴.

De l'autre côté, un front composite mais substantiellement unitaire, qui passait par « Volontà » d'Ancone (Malatesta et Fabbri), « Les Temps

² Michel Bakounine, in « La voix du Peuple », 23 mai 1914.

³ Voir de M. Vuilleumier, « L'anarchisme et les conceptions de Bakounine sur l'organisation révolutionnaire », in *Anarchici e Anarchia nel mondo contemporaneo*, Fondazione Luigi Einaudi, Torino 1971, pp. 495-521 et *Le syndicalisme révolutionnaire en Suisse romande*, in « Ricerche Storiche », janvier-juin 1975. Voir J. Barrué, note à F. Brupbacher, *Michel Bakounine ou le démon de la révolte*, Éditions du Cercle et de la Tête de Feuilles, s. 1 1971, pp. 168-183 ; D. Guérin, *L'anarchisme de la doctrine à l'action*, Gallimard, Paris, 1965 (ed. it. Samonà e Savelli, Roma 1969, pp. 58-59, *Sindacalismo operaio*) ; Gaston Leval, *La pensée constructive de Bakounine*, « Cahiers de Spartacus », février-mars 1976, pp. 159-192, *Le Syndicalisme*. Quant à Lehning, à partir de ses premiers écrits (cf. *Anarcho-syndicalisme voor Arthur Müller Lehning*, Uitgave Gemengd Syndicalistische Vereeniging, Amsterdam 1927) jusqu'à *From Buonarroti to Bakunin*, Brill, Leiden 1970 et aux interventions aux différents colloques d'études (Turin, 1969 ; Rimini, 1972, etc.), le conservateur des Archives Bakounine n'a jamais manqué de souligner le rôle de Bakounine dans la « création » de l'anarcho-syndicalisme.

⁴ James Guillaume avait en fait publié *L'Internationale documents et souvenirs (1864-1878)*, un document monumental et très documenté en quatre volumes. Les deux premiers à la Société nouvelle de Librairie et d'édition, Paris 1905-1906, les deux derniers chez Stock, Paris, 1909-1910.

nouveaux » de Paris (Pierrot et Clair) et « Le Réveil-Il Risveglio » de Genève (Bertoni et Wintsch) ; en définitive, les périodiques les plus représentatifs du communisme anarchiste franco-italo-helvétique.

Deux textes étaient au centre de la querelle : *La Politique de l'Internationale*, quatre articles publiés entre le 7 et le 28 août 1869 dans l'« Égalité » de Genève, organe de la Fédération romande de l'Internationale⁵, et le « Fragment formant une suite à *L'Empire knouto-germanique* », écrit en novembre-décembre 1872, mais apparu pour la première fois en langue française dans le volume IV des *Œuvres* sous la supervision de Guillaume et édité par Stock à Paris en 1910⁶. Œuvres d'une indéniable importance, dont émerge avec clarté le rôle principal assigné par Bakounine à la lutte économique et à l'organisation syndicale (les « caisses de résistance ») dans le processus d'identification, par les masses ouvrières, de leur identité de classe et de la conquête d'une vraie conscience socialiste ; mais sur le plan de l'innovation, ces textes ne justifiaient pas un tel déploiement de force.

Au-delà des textes mentionnés, la position de Bakounine sur la question des « corps de métier » était connue, on peut dire, depuis toujours, malgré la faible diffusion de ses œuvres dans les vingt dernières années du siècle (il faudra attendre 1895 pour avoir le premier volume des *Œuvres*, sous la direction de Max Nettlau)⁷. Mais, si la fortune éditoriale de Bakounine semblait, en ces années, s'être atténuée et avec elle l'influence des anticipations « syndicalistes » de toute l'Internationale anti-autoritaire, la conscience d'une telle tradition – comme le confirma quelques années plus tard Marc Pierrot⁸ – perdurait sur le plan « purement individuel ».

⁵ Les articles de Bakounine pour l'Égalité parurent dans *Œuvres*, Tome V, Stock Paris 1911, dans la section Articles écrits pour le journal *L'Égalité*, organe de la Fédération romande de l'AIT (19 décembre 1864 - 4 septembre 1869) p. 172 sq.

⁶ Le *Fragment formant suite à L'Empire knouto-germanique* parut dans M. Bakounine, *Œuvres*, Tome IV, Stock, Paris 1910, p. 397 sq. En réalité, le fragment, retrouvé par Nettlau qui en parle dans *Michael Bakunin, Eine Biographie*, Privately printed by the author, London S.W., 1896-1900, Band III, pp. 832-733, s.d. note 2562 et dans Michael Bakunin, *Michael Bakunin, Eine Biographisch Skizze*, Verlag von Paul Pawlovitsch, Berlin 1901, p. 44 (trad. it. *Bibl. dell'Avvenire Sociale* », Messina 1904, p. 57), avait été partiellement publié avec le titre *Marx e Mazzini* dans « La Lotta sociale » de Milan, 1^{er} janvier 1894 et repris dans « Il Pensiero » du 1^{er} août 1908.

⁷ M. Bakounine, *Œuvres*, Tome I, Stock Paris 1895, republicé en 1907.

⁸ M. Pierrot, *Anarchistes et syndicalistes*, in « Les Temps Nouveaux », 13 avril 1907.

Fernand Pelloutier fut parmi les premiers à mettre avec insistance l'accent sur la nécessité de la participation anarchiste à la vie syndicale. Ce n'est pas par hasard que, dans son analyse sur *La Situation actuelle du socialisme* (écrit en juillet 1895 peu après le 4^e congrès de la fédération des Bourses du travail [Nîmes, 9-12 juin]⁹, lors duquel il fut élu secrétaire du Comité fédéral), il ait parlé d'« élément communiste libertaire dont l'ambition est aujourd'hui (et, soit dit en passant, aurait dû toujours être) de poursuivre l'œuvre de Bakounine et de se consacrer à l'éducation des syndicats »¹⁰.

Et le groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes¹¹, après leur décisif virage vers l'anarchisme¹², publiait, à côté d'opuscules de propagande du type « Les anarchistes et les Syndicats »¹³, des textes bakouniniens comme « Les Endormeurs » et « La Commune de Paris et la notion de l'État »¹⁴.

⁹ Voir : *IV^e Congrès des Bourses du Travail de France et des Colonies. Compte rendu des travaux du Congrès tenu à Nîmes les 9, 10, 11 et 12 juin 1895*, Publié par les soins de la Bourse du Travail de Nîmes, Nîmes, 1896.

¹⁰ F. Pelloutier, *La situation actuelle du socialisme*, in « Les Temps Nouveaux », 6 juillet 1895.

¹¹ Voir : J. Maitron, *Le groupe des étudiants ESRI (1892-1902)* (contribution à la connaissance des origines du syndicalisme révolutionnaire) in « Le Mouvement social », janvier-mars 1964.

¹² **Note du traducteur.** – Le groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes fut fondé en 1891 par Jules Louis Breton (faculté des lettres), Alexandre Zévaes (faculté de droit), Léon Thivier (faculté de médecine). Il dura jusqu'en 1903. Il y avait à l'origine 25 adhérents dont 2 russes, 1 Roumain et une personne de nationalité inconnue. Le groupe se donnait a pour but "l'étude et la propagande" et se fondait sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire "la socialisation du sol et des moyens de production". Assez rapidement le groupe se scinda en deux, une partie souhaitant s'orienter vers l'action politique, l'autre s'orientant nettement vers l'anarchisme. De 1894 à leur dissolution en 1903, les ESRI publièrent 14 brochures, 7 rapports qui devaient être présentés à l'occasion du congrès ouvrier révolutionnaire international de 1900, qui fut interdit. Les ESRI jouèrent un rôle considérable dans l'élaboration de la doctrine syndicaliste révolutionnaire et développèrent des idées très en avance sur leur temps, notamment en ce qui concerne la condition de la femme.

¹³ Groupe des ESRI, *Les anarchistes et les syndicats*, « Les Temps Nouveaux », Paris 1898.

¹⁴ M. Bakounine, « La Commune de Paris et la notion d'État », « Les Temps Nouveaux », Paris 1899 ; M. Bakounine, « Les Endormeurs », Allemane, Paris 1900.

Et même par la suite, dans les premières années du XX^e siècle, diverses voix s'élevèrent dans le camp anarchiste – mais pas seulement anarchiste –, pour revendiquer la « ligne directe » entre la théorie et la tactique du syndicalisme et celle de l'Internationale bakouninienne. Et ce, malgré la progressive dilution de l'héritage bakouninien dans un syndicalisme révolutionnaire de masse qui, précisément pour cette raison, se posait comme moment de confluence d'« apports révolutionnaires différents »¹⁵ et de comportements de classes « instinctivement » redécouverts¹⁶ sans le filtre apparent de médiations idéologiques.

Parmi les premiers, Luigi Fabbri qui, déjà en 1905 et plus encore en 1906, mettait en lumière la matrice « exclusivement anarchiste », le lien précis avec l'anarchisme des origines même : polémique contre le syndicalisme « patronné par certains socialistes électoralistes italiens »¹⁷, il s'en prenait à Enrico Leone¹⁸ et à la rédaction du « *Divenire Sociale* », pour qui le syndicalisme lui-même était « beaucoup plus lié à la conception que Marx avait de la vie sociale, qu'au “schéma idéaliste” de l'anarchisme primitif »¹⁹.

Commentant la brochure de Fabbri, *L'organisation ouvrière et l'anarchie*, « *La Vita Operaia* » d'Ancone confirmait, en juillet 1906²⁰ : « Le syndicalisme est le concept que donnèrent Bakounine d'abord et l'Internationale ensuite, aux organisations de résistance ouvrière ayant pour base l'abolition du capitalisme et la substitution des organisations fédérales des travailleurs à l'État bourgeois au moyen de l'action directe et révolutionnaire du prolétariat. »

Quoi qu'il en soit, l'occasion de ce voyage « à rebours », de ce retour aux origines, avait été offert par James Guillaume avec la série d'articles *Le collectivisme dans l'Internationale* (paru d'abord dans « *La Sentinelle* »,

¹⁵ J. Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914)*, Soc. Univ. d'Ed. et de Librairie, Paris 1951, p. 306.

¹⁶ Voir : Monatte, *Souvenirs*, in « *L'Actualité de l'histoire* », octobre 1956.

¹⁷ L. Fabbri, *Il sindacalismo*, in « *Il Pensiero* », 1 juin 1905.

¹⁸ **Note du traducteur.** – Enrico Leone (1875-1940), économiste, journaliste et homme politique italien, militant et théoricien du syndicalisme révolutionnaire.

¹⁹ Il *Divenire*, *Un po' di replica*, in « *Il Divenire Sociale*, 1^{er} juillet 1906. En réponse à L. Fabbri, *Socialismo, sindacalismo e anarchismo*, in « *Il Divenire Sociale* », 1^{er} juin et 1^{er} juillet 1906.

²⁰ Voir : *A proposito di sindacalismo*, in « *La Vita Operaia* », 14 juillet 1906.

puis dans « Il Risveglio » et enfin réunis en brochure ²¹⁾ (1903-1904) et avec le premier volume de *L'Internationale. Documents et souvenirs (1864-1878)* (1905).

La période genevoise de Bakounine, qui coïncidait avec les grandes grèves du bâtiment (1868-1869), avec le congrès de Bâle et le rapport de Pindy qui évoquait le « gouvernement ... remplacé par les conseils des corps de métier réunis », avec le développement impétueux des sociétés ouvrières, ne pouvait pas de pas susciter des parallèles et stimuler la recherche de convergences. En septembre 1905, Amédée Dunois publiait dans « Les Temps nouveaux » un article au titre significatif, « Les précurseurs » ²²⁾, entièrement dédié à la Fédération jurassienne, article repris, en 1908, par « Il Pensiero » de Fabbri ²³⁾.

Par-dessus tout, c'était l'intérêt pour Bakounine et pour ses œuvres de la période « internationaliste » qui se diffusaient dans les milieux anarchistes et syndicalistes. Un intérêt qui ne pouvait se contenter des volumes de Eltzbacher et de Garin ²⁴⁾ et des brèves esquisses biographiques de Dave, Matthey et Nettelau ²⁵⁾ (La monumentale biographie de Bakounine par Nettelau n'étant pas facilement accessible) ²⁶⁾. En 1907, parallèlement à la continuation de son *Internationale*, Guillaume reprendra la publication des *Œuvres*, s'occupant de l'édition du second volume ²⁷⁾.

Dans ce climat de redécouverte globale, la lecture de la *Politique de l'Internationale* était particulièrement stimulante. Bien qu'il ne fût pas

²¹⁾ Les articles de Guillaume parurent en novembre 1903 dans « La Sentinelle » (Voir : M. Vuilleumier, *Le Syndicalisme*, cit.), en novembre 1904 dans « Il Risveglio », et publiés en brochure (Imprimerie H. Messeiler) à Neuchâtel en 1904.

²²⁾ A. Dunois, *Les précurseurs*, in « Les Temps Nouveaux », 16 septembre 1905.

²³⁾ A. Dunois, *I Precursori*, in « Il Pensiero », 15 juin 1908.

²⁴⁾ Le volume de Paul Brupbacher, *Der Anarchismus*, publié à Berlin en 1900, a été traduit et édité en français en 1902 (il le sera en anglais en 1908). Malgré son point de vue anti-anarchiste, le volume reçut les éloges de Kropotkine pour le sérieux de la publication. Le livre de J. Garin, *L'anarchie et les anarchistes*, parut en 1885 et fut traduit en 1887 (Leipzig).

²⁵⁾ V. Dave, *Michel Bakounine et Karl Marx*, in « L'Humanité nouvelle », mars 1900 (trad. it. dans « Il Risveglio », 16 août 1902) ; A. Matthey (A. Arnould), *Michel Bakounine*, in « La Nouvelle Revue », 1^{er} août 1891 : M. Nettelau, *Michael Bakunin, Eine Biographische Skizze*, cit. (trad. it. par Saverio Merlino, cit.)

²⁶⁾ M. Nettelau, *Michael Bakunin, Eine Biographie*, cit.

²⁷⁾ En 1907 les deux premiers volumes de l'œuvre de Guillaume étaient déjà parus et paraissait la réédition du vol. I des *Œuvres* de Bakounine et le vol. II aux éditions Stock à Paris.

encore édité dans les œuvres complètes (le texte sera inséré dans le volume V, en 1910) il était intégralement accessible aussi bien dans « L'Égalité » de 1869 que dans le bien connu *Mémoire présenté par la Fédération jurassienne de l'Association internationale des travailleurs à toutes les Fédérations de l'Internationale*²⁸, rédigé après les expulsions de Bakounine et de Guillaume au congrès de La Haye (2-7 septembre 1872) et la constitution, à Saint-Imier, de l'Internationale anti-autoritaire (15-16 septembre 1872).

C'est à cela que René Caughi (Henri Gauche) faisait référence quand, en janvier 1907 dans « Les Temps Nouveaux »²⁹, et au mois de février suivant dans « Il Risveglio »³⁰, il publiait d'amples extraits de la *Politique de l'Internationale*, déclarant : « Bakounine était donc “syndicaliste”, bien avant que le syndicalisme fut créé », et commentant : « Il semble que le monde ouvrier – le seul qui compte – veuille donner raison à l'idée bakouninienne contre l'idée marxiste ». Et « l'idée bakouninienne » consistait dans la « prépondérance du point de vue économique et (dans) l'abstention en matière politique ». Affirmation logique, si on pense au succès obtenu par cette thèse seulement quelques mois auparavant, au congrès d'Amiens de la CGT³¹ et aux espoirs que l'élément révolutionnaire concentrait sur celle-ci.

²⁸ *Mémoire présenté par la Fédération jurassienne de l'Association internationale des travailleurs à toutes les Fédérations de l'Internationale*, au siège du Comité Fédéral Jurassien, Sonvillier 1873, pp. 95-114. Sur la réelle diffusion du *Mémoire*, le témoignage de Gaston Leval est particulièrement intéressant, dans *La pensée constructive de Bakounine*, cit., p. 171. « Ces écrits, dont l'ensemble est copieux, et où l'on trouve, selon l'habitude de Bakounine, des dissertations sur des sujets connexes, furent reproduits dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne* qu'avant 1914 on trouvait relié en un très fort volume, dans de nombreuses bibliothèques syndicales de la CGT française. »

²⁹ R. Caughi, *Bakounine et le syndicalisme*, in « Les Temps Nouveaux », 26 janvier 1907.

³⁰ R. Caughi, *Bakounin et il sindacalismo*, in « Il Risveglio », 9 février 1907.

³¹ Le 15^e Congrès National Corporatif (9^e de la CGT) se tint à Amiens du 8 au 16 octobre 1906. Au congrès passa à une très large majorité (834 votes contre 8 et 1 abstention) la motion Griffuelhes (connue comme « Charte d'Amiens ») sur l'autonomie du syndicat de « toute école politique », le plus clair énoncé des principes du syndicalisme révolutionnaire. Voir : *XV^e Congrès national corporatif (IX^e de la Confédération) et Conférence des Bourses du Travail, tenus à Amiens du 8 au 16 octobre 1906. Compte rendu des travaux*, Impr. du Progrès de la Somme,

Marie (Maria Isidorovna) Goldsmith se trouvait être du même avis. Dans un article sur *Le syndicalisme révolutionnaire et les Partis politiques en Russie*, paru dans « Les Temps Nouveaux » de juillet ³² sous le pseudonyme de Isidine, elle insistait non seulement « sur la ressemblance, et même, sous beaucoup de rapports, sur l'identité des idées syndicalistes avec les idées anarchistes ». Elle soutenait : « Bakounine, dans son article *La Politique de l'Internationale*, expose la ligne de conduite qu'il voudrait voir suivre au mouvement ouvrier dans les termes tels que le mouvement syndicaliste actuel semble être la réalisation exacte de son programme. »

Une telle position, du reste, avait reçu en mai l'aval autorisé de Kropotkine, intervenu en tant que médiateur, dans une polémique entre Lagardelle et Pierrot. En effet, lors d'une réunion publique où étaient intervenus Griffuelhes, Michels, Arturo Labriola et Kritchevsky ³³, et ensuite dans « Les Temps Nouveaux » ³⁴, Lagardelle avait nié que le mouvement syndicaliste remontait à avant 1900-1901 (réduisant Pelloutier à un « présyndicaliste ») et qu'il ait des rapports avec l'anarchisme, le rattachant plutôt à Marx.

Et face aux répliques de Pierrot qui avait souligné à quel point « toutes les conceptions qui sont l'expression même du syndicalisme révolutionnaire » avaient été « propagées surtout par les camarades anarchistes » ³⁵, et que le fédéralisme typique de la CGT avait été « revendiqué autrefois par Bakounine » et « condamné par Marx » ³⁶, Lagardelle s'était fait fort du refus de Kropotkine, en avril 1989, d'écrire la préface de *Les Anarchistes et les syndicats*, la brochure des Étudiants

Amiens 1906. Sur la Charte d'Amiens, voir le n° 16 de « L'Actualité de l'Histoire », octobre 1956.

³² M. Isidine, *Le syndicalisme révolutionnaire et les partis politiques en Russie*, in « Les Temps Nouveaux », 6 juillet 1907. Isidine était un pseudonyme de Marie Goldsmith, qui, avec Pierrot avait fait partie du groupe des ESRI. Voir J. Maitron, *Le groupe des étudiants* cit.

³³ La réunion publique se tint le 3 avril 1907. Les textes furent ensuite publiés en 1908 (*Syndicalisme et socialisme*, M. Rivièrre, Paris).

³⁴ H. Lagardelle, *Syndicalistes et Anarchistes*, in « Les Temps Nouveaux », 27 avril 1907. (Réponse à M. Pierrot, *Anarchistes et syndicalistes*, in « Les Temps Nouveaux », 13 avril 1907.)

³⁵ *Réponse de Pierrot* (à l'article de Lagardelle) in « Les Temps Nouveaux », 27 avril 1907. Le débat entier fut repris dans « Il Divenire Sociale », 16 mai 1907.

³⁶ M. Pierrot, *Le syndicalisme*, in « Les Temps Nouveaux », 11 mai 1907

socialistes révolutionnaires internationalistes, dont Pierrot avait été le bibliothécaire³⁷.

La réponse de Kropotkine ne se fit pas attendre. Celui-ci non seulement envoya aux « Temps Nouveaux » une copie de la lettre dans laquelle il avait décliné l'invitation des ESRI, réaffirmant que son désaccord avec la brochure était de nature formelle, et non substantielle : plus que le problème syndical, il retenait surtout l'intransigeance communiste-anarchiste, cette affirmation d'être « anarchiste puisque communiste ». Mais surtout, il clarifiait sa pensée sur le « syndicalisme de l'Internationale ». « Ceux des anarchistes, écrivait le révolutionnaire russe, qui ont toujours pensé que le mouvement ouvrier organisé professionnellement, pour la *lutte directe* contre le Capital – aujourd'hui on l'appelle en France syndicalisme et « action directe » – constitue la vraie force, capable d'*amener* à la révolution sociale et de la *réaliser* par la transformation égalitaire de la consommation et de la production – ceux de nous qui ont pensé ainsi pendant ces trente-cinq dernières années sont simplement restés fidèles à l'idée-mère de l'Internationale, telle que l'avaient conçue, dès 1864, les Français (contre Marx et Engels) et telle qu'elle fut toujours appliquée en Catalogne, dans le Jura bernois, dans la Vallée de la Vesdre et en partie en Italie. L'Internationale fut un grand mouvement syndicaliste qui fera dès lors tout ce que ces messieurs prétendent avoir découvert dans le syndicalisme³⁸. »

L'attitude d'un anarchiste plus ouvertement « ouvriériste », comme Dunois, n'était pas très différente, dans son intention, de celle de Kropotkine. Pour Dunois, l'Internationale bakouninienne demeurait toujours un point de référence obligatoire. « Cet anarchisme-là, écrivait-il en juillet 1907³⁹, se référant à l'anarchisme syndicaliste, ressemblait comme un fils au collectivisme de l'Internationale (...); il provenait en ligne directe de Bakounine, cet irréductible adversaire de tout doctrinarisme, de la Fédération jurassienne – James Guillaume, Schwitzguébel – de Varlin, de Malatesta et

³⁷ Les ESRI, en fait, s'étaient tournés vers Kropotkine pour avoir une préface à la brochure en question. Celui-ci, après avoir dans un premier temps accepté, avait refusé une fois qu'il eût lu le texte à publier. Son refus, toutefois, n'était pas motivé par un désaccord sur le rôle des anarchistes à l'intérieur du mouvement syndical. Kropotkine avait précisément recommandé, dès 1890, dans « Le Révolté », l'entrée des anarchistes dans les syndicats (voir J. Maitron, op. cit. p. 246 et sq.).

³⁸ P. Kropotkine, *Les Anarchistes et les Syndicats*, in « Les Temps Nouveaux », 25 mai 1907.

³⁹ Voir : *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, Août 1907*, La Publication sociale, Paris 1908, p. 65.

de Cafiero, enfin de Kropotkine.» Et même Monatte, au fond, sans son intervention au congrès anarchiste d'Amsterdam (24-31 août 1907) n'hésitait pas à se référer à ceux qui, dans l'Internationale, avaient « adopté ouvertement le parti de Bakounine »⁴⁰.

Il existait, certes, dans les milieux de l'anarchisme organisateur, des voix discordantes : Charles Albert, qui voyait dans l'Internationale « surtout des groupes de pensée, de discussion et de propagande »⁴¹, Georges Herzig, méfiant envers le « néomarxisme » de la CGT⁴² et Jean Grave lui-même, rédacteur des « Temps Nouveaux », très prudent, moins en ce qui concerne les syndicats qu'envers le syndicalisme⁴³. Il s'agissait cependant de prises de positions isolées, surtout d'éléments résolument étrangers aux vicissitudes du mouvement ouvrier organisé.

Mais si, dans les années 1905-1908, l'accord était presque complet dans ce courant que nous pourrions définir par le terme approximatif d'anarcho-syndicalisme, pourquoi la situation s'est-elle complètement renversée en 1913-1914 ? Beaucoup de choses, entre-temps, avaient changé. L'évolution de la CGT avait déçu les espérances initiales des anarchistes, de ceux qui étaient restés tels ; les anarchistes eux-mêmes, en crise après le moment heureux de 1907 (qui avait abouti à la création de l'Internationale anarchiste⁴⁴), étaient à la recherche de nouveaux débouchés organisationnels et opérationnels⁴⁵ ; le syndicalisme, pour reprendre une expression de

⁴⁰ A. Dunois, *Les anarchistes et le mouvement ouvrier en France*, in « Bulletin de l'Internationale libertaire », juillet 1907, trad. en italien dans « Il Pensiero », 1-16 mars 1909.

⁴¹ C. Albert, *Après le Congrès*, in « Les Temps Nouveaux », 7 décembre 1907.

⁴² G. H(erzig), *La réforme du syndicalisme*, in « Le Réveil », 6 mars 1908.

⁴³ J. Grave, *Syndicalisme et anarchie*, in « Les Temps Nouveaux », 1, 8 et 15 février 1908.

⁴⁴ Voir : *Congrès anarchiste tenu...*, cit., pp. 52-31. Il fut constitué un bureau à Londres avec 5 membres : Malatesta, Rocker, Turner, Wilquet, Shapiro qui se fit le promoteur de la publication du « Bulletin de l'Internationale anarchiste » en substitution au précédent « Bulletin de l'Internationale libertaire », édité par les soins de la Landelijke Federatie van Vrijheidlievende Kommunisten à l'occasion du congrès.

⁴⁵ La crise du mouvement anarchiste était ressentie surtout en Italie. Il suffit pour se rendre compte de l'extension et de la profondeur de cette crise, de parcourir les pages de « L'Alleanza Libertaria », le périodique fondé par décision du Congrès national de Rome (16-20 juin 1907) à partir d'octobre 1909 jusqu'en avril 1910 avec des interventions de E. Sottovia, S. Ferrini (Folgorite), P. Gori, L. Fabbri, etc.

Pierrot, avait démontré ouvertement sa nature « impérialiste »⁴⁶, se proposant lui-même comme nouvelle théorie et ses propres organisations comme nouveaux modèles de Parti.

Un fait était certain. En 1913 Bakounine n'était pas beaucoup plus qu'un prétexte. Au fond de la question se trouvait bien autre chose que la recherche d'une interprétation correcte des textes bakouniniens. Pour les syndicalistes français (en Italie la situation était assez différente) l'enjeu était l'hégémonie sur le mouvement révolutionnaire, une hégémonie ouvertement contestée par les anarchistes, qui voyaient dans la ligne de la CGT de dangereuses concessions au réformisme et au corporatisme. La politique de centralisation, le « fonctionnarisme », le contractualisme ne semblaient pas la distinguer beaucoup des Centrales réformistes de type allemand.

Et face à ces dures critiques de la part des anarchistes, qui interprétaient cette diminution du discours révolutionnaire comme une conséquence de l'excessive confiance dans la fonction pédagogique de la lutte syndicale (le syndicat comme école de la révolution, l'affrontement de classe comme véhicule « automatique » de conscience révolutionnaire), un « Bakounine retrouvé » devenait une référence d'importance indubitable. La démonstration que le syndicalisme, que la pratique quotidienne de ses organisations ne sortait pas du sillon de la tradition bakouninienne n'aurait pas peu contribué à émuquer certaines pointes polémiques. Ou du moins, l'intention était là.

N'est-ce pas Bakounine qui, du reste, avait écrit dans *La Politique de l'Internationale* que l'unique émancipation concrète des masses ouvrières de l'exploitation bourgeoise était celle de la « lutte solidaire des ouvriers contre les patrons », et qui avait conseillé de se battre pour « la diminution des heures du travail et l'augmentation des salaires »⁴⁷, objectifs que beaucoup d'anarchistes considéraient comme une chute vers le réformisme ? Ce n'est certes pas un hasard si à la fin de 1913, *La Vie ouvrière* avait publié une nouvelle édition de *La Politique de l'Internationale*⁴⁸ pour démontrer la « parenté incontestable entre les idées de la Première Internationale, la grande, et les idées actuelles du syndicalisme »⁴⁹.

Il ne faisait pas de doute que la situation ne pouvait être résolue par de tels expédients. Le désaccord mûrissait désormais depuis des années et avait

⁴⁶ M. Pierrot, *Les syndicats et l'anarchie*, in « Les Temps Nouveaux », 19 mars 1910.

⁴⁷ *La Politique de l'Internationale*, in M. Bakounine, *Œuvres*, pp. 176, 197.

⁴⁸ *La Politique de l'Internationale*, « La Vie ouvrière » Paris, s.d. (mars 1913).

⁴⁹ P. M(onatte), *Entre nous*, in « La Vie ouvrière », 5 novembre 1913.

des racines profondes dans une série de choix faits par la direction de la CGT mais – il est bon de le relever – ce n'est qu'entre 1913 et 1914 que fut consommée la séparation définitive, en quelque sorte « officielle », des deux tendances. Certains historiens, Maitron en particulier ⁵⁰ ont voulu situer au congrès d'Amsterdam et plus précisément dans l'affrontement verbal entre Malatesta et Monatte, « l'acte de divorce des deux mouvements ».

Mais s'il est vrai qu'à Amsterdam le syndicalisme, sorti victorieux du congrès confédéral d'Amiens, se présentait déjà comme un corps qui (avait pris) « conscience de sa propre existence », surmontant la précédente dimension de pure « pratique d'action » pour se découvrir comme « conception originale de militants venus d'horizons divers » ⁵¹, il est tout aussi vrai que, pour la plus grande partie des anarchistes, il s'agissait simplement, comme nous l'avons vu, d'un des aspects, les plus authentiques, les plus originaux, de l'anarchisme lui-même (comme l'avait écrit Fabbri, le syndicalisme n'était rien d'autre que « le socialisme anarchiste en action » ⁵²).

Même l'opposition entre Malatesta et Monatte, bien que nette, était apparue à beaucoup comme un simple problème de moyens ; le traditionnel insurrectionnalisme Malatestien, confronté à d'autres formes, peut-être plus actuelles, de lutte : la grève générale, le sabotage, l'action directe. En tout cas, comme disait le Belge Georges Thonar, « il n'y a(vait) que des différences d'appréciations, insuffisantes pour diviser en deux camps rivaux l'armée anarchiste » ⁵³.

Certes, la position de Malatesta allait bien au-delà. Sa méfiance reflétait la crainte que le syndicat, instrument nécessairement de médiation, dont la survivance même dépendait de ses succès immédiats, finisse par se replier sur lui-même, et la conviction que le syndicalisme n'aurait jamais pu être qu'« un mouvement légalitaire et conservateur », une sorte de zone privilégiée pour ceux qui avaient du travail et pour les aristocraties ouvrières.

Mais il s'agissait d'une préoccupation à laquelle n'étaient pas étrangers les anarchistes philo-syndicalistes comme Fabbri ⁵⁴, ni même des militants

⁵⁰ J. Maitron, *op. cit.* p. 305.

⁵¹ *Ibidem*, p. 306.

⁵² L. Fabbri, *Il sindacalismo*, cit.

⁵³ *Le congrès anarchiste tenu...*, cit. p. 90.

⁵⁴ Voir en particulier L. Fabbri, *I pericoli del sindacalismo*, in « Il Pensiero », 16 février 1907 (antérieur, par conséquent, au congrès d'Amsterdam).

syndicalistes comme Monatte ⁵⁵, et pour laquelle de toute façon il n'y avait pas – pas encore – pour la confirmer, de preuve concrète. Si l'échec de la grande campagne organisée par la CGT pour les huit heures, en avril-mai 1906, avait déçu Malatesta sur les possibilités révolutionnaires du syndicalisme ⁵⁶, elle n'avait cependant pas entamé le potentiel de lutte du prolétariat français. Sans oublier la situation italienne, où la progressive radicalisation de l'affrontement et le fait que « le syndicalisme révolutionnaire – comme l'avait rappelé Fabbri bien des années plus tard ⁵⁷ – était ... dans sa phase ascendante, permettant beaucoup d'illusions ».

Il ne faut pas négliger le fait que personne, à Amsterdam, n'avait mis en doute ce qui, au-delà des moyens, était l'objectif final : l'anarchie. Monatte lui-même, au sein du débat, réitérait sa foi anarchiste : (« Comme tout le monde ici, l'anarchisme est notre but final » ⁵⁸), que même Malatesta ne remettait pas en question ⁵⁹ et tentait d'atténuer la formule de

⁵⁵ Monatte lui-même à Amsterdam, ne cachait pas l'existence de défauts dans le mouvement syndical et dans la CGT, tels que l'esprit grégaire et le « fonctionnarisme », mais il pensait possible d'en éviter la dégénérescence avec « un esprit critique toujours en éveil » et avec le pouvoir de la « volonté de l'individu », typique des anarchistes. Voir : *Le Congrès anarchiste tenu...*, cit. pp. 70-71.

⁵⁶ Comme l'écrit L. Bettini (*Bibliografia dell'anarchismo*, CP, Florence 1976, vol. I, tome 2, p. 99) : « A la veille du 1^{er} mai 1906, Malatesta se rendit clandestinement à Paris pour être présent aux manifestations ouvrières que les organisateurs avaient prévues pour cette date. (...) Malatesta ... soutint l'intervention anarchiste dans ces manifestations ouvrières de ce 1^{er} mai et lança même le numéro unique de « Verso l'emancipazione » pour souligner l'énorme portée historique et politique que de telles manifestations auraient éventuellement pu avoir pour l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire international. » Déçu par l'issue de telles manifestations, Malatesta atténua notablement sa position favorable au syndicalisme révolutionnaire. « De Paris – écrit L. Fabbri, *La vida de Malatesta*, Ed. Tierra y Libertad, Barcelona 1936, p. 152 – había traído la la impresión que el sindicalismo estaba ya en una fase descendente, y, además, que disminuía en el sucesivo, en lugar de aumentar la combatividad de elemento anarquista ». (« De Paris, il avait ramené l'impression que le syndicalisme était déjà dans une phase descendante, et, de plus, qu'il diminuait en conséquence, au lieu d'augmenter la combativité de l'élément anarchiste. »)

⁵⁷ L. Fabbri, *op. cit.* p. 153.

⁵⁸ *Le Congrès anarchiste tenu...* cit. p. 89.

⁵⁹ Cf. E. Malatesta, *Le Congrès d'Amsterdam*, in « Les Temps Nouveaux », 21, 28 septembre et 5 octobre 1907 ; in « Il Risveglio », 21 septembre, 5 et 19 octobre 1907 ; in « Il Pensiero », 16 octobre-1^{er} novembre 1907 ; in « La Vita Operaia », 15 novembre 1907.

l'autosuffisance syndicale (« le syndicalisme se suffit à lui-même »), la modifiant en « la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus reposer sur personne du soin de sa propre émancipation »⁶⁰. C'était une version remise à jour du vieux préambule internationaliste : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

A ce sujet, en outre, Dunois était intervenu dans la phase préparatoire du congrès en écrivant dans « Les Temps Nouveaux » : « Je souhaite vraiment que les militants syndicalistes aillent nombreux à Amsterdam. Ils montreront ainsi qu'ils ne croient pas littéralement que le syndicalisme, le soulèvement des masses organisées, suffise à tout »⁶¹.

Il est significatif que les congressistes n'aient fermement défendu ni l'une, ni l'autre thèse. Si l'alternative consistait – semblait consister – dans le choix entre une vieille méthode et une nouvelle, pourquoi ne pas les accepter toutes les deux ? Au moment du vote (peu formel vu le déroulement de tout le congrès) en fait, les quatre motions présentées (celle de Cornelissen, de Vohryzek, de Malatesta, de type « insurrectionnalisme », celle de Friedeberg, celle de Dunois, « syndicaliste », à laquelle fut ajoutée la quatrième, Nacht et Monatte, sur la grève générale) furent approuvées à une large majorité, signe évident d'une convergence quasi générale sur tous les thèmes mis en confrontation. Exemple à ce sujet fut le comportement de Fabbri qui, tout en confirmant la motion Dunois, vota aussi celle de Malatesta, expliquant par la suite : « Dans l'ordre du jour de Monatte (lire : Dunois) il y avait l'affirmation explicite du concept de lutte de classe qui manquait dans l'ordre du jour de Malatesta ; dans ce dernier, à l'inverse, il y avait l'affirmation du caractère insurrectionnel de l'anarchisme, qui manquait au premier »⁶².

A la fin de 1907, du reste, les milieux révolutionnaires européens traversaient encore une période ascendante, bien vite retombée par l'action conjointe de la crise économique et de la répression. A partir de 1902-1903, surtout entre 1904 et 1907, années de notable prospérité économique et de

⁶⁰ *Le Congrès anarchiste tenu...*, p. 70.

⁶¹ A. Dunois, *Sur le Congrès d'Amsterdam*, in « Les Temps Nouveaux », 16 février 1907.

⁶² L. Fabbri, *Il Congresso di Amsterdam*, in « Il Pensiero », 1^{er} octobre 1907. Voir également L. Fabbri, *A proposito del Congresso di Amsterdam. Due parole di schiarimento*, in « La Protesta Umana », 28 septembre 1907.

massive expansion syndicale⁶³, l'Europe mais aussi les États-Unis et l'Argentine furent parcourus d'une longue série de grèves, générales et catégorielles. A titre d'exemple : 1902 (Belgique, Espagne, Russie), 1903 (Hollande, Espagne, Russie), 1904 (Italie, Espagne), 1905 (Russie, France, Suisse romande), etc. Par-dessus tout, l'énorme potentiel de combattivité déployé par les syndicats révolutionnaires, en concordance avec l'explosion de luttes spontanées, faisait difficilement prévoir la baisse des années suivantes et les progressifs ajustements dans le sens réformiste (du moins, selon le jugement de la majorité des anarchistes).

Même à ceux qui deviendront par la suite les plus sévères accusateurs de l'« enlèvement » de la CGT – Bertoni et Wintch – il semblait qu'à ce moment-là, la signification des paroles de Malatesta leur aient échappé. En novembre 1907, à la suite des nombreux articles dans lesquels Malatesta avait réaffirmé dans les colonnes des plus importants périodiques anarchistes européens⁶⁴ les termes de son débat avec Monatte, Bertoni confessait « ne pas comprendre la phrase de Malatesta » sur la nature réformiste du syndicalisme (reconnaissant là une dangereuse convergence avec « les politiciens du socialisme »)⁶⁵, tandis que Wintch confirmait : « C'est l'atelier, c'est le chantier, qui demeurent le champ de notre activité »⁶⁶.

Jusqu'alors, en outre, la présence des anarchistes dans les luttes mais aussi aux niveaux organisationnels, avait été déterminante. En Hollande, en Belgique, en Suisse romande, en Bohême, en France (et même en Argentine), le mouvement anarchiste constituait le principal soutien des organisations syndicalistes. Ce n'est pas un hasard si, aux réunions syndicalistes organisées par le Nationaal-Arbeids-Secretariaat hollandais⁶⁷, en même temps que le congrès d'Amsterdam, tous les délégués qui étaient intervenus étaient anarchistes, à l'exception de Fritz Kater, président de la Freie Vereinigung Deutscher Gewerkschaften (qui n'a rompu avec la social-

⁶³ Voir à ce sujet les observations brèves mais perspicaces de Eric J. Hobsbawm, *Studi di storia del movimento operaio*, Einaudi, Turin 1972, pp. 156-157.

⁶⁴ Outre l'article *Le Congrès d'Amsterdam* déjà cité, Malatesta publia également *Anarchism and syndicalism* dans « Freedom », novembre 1907, repris ensuite dans « Les Temps Nouveaux », 28 décembre 1907, et dans « Il Risveglio », 11 janvier 1908.

⁶⁵ L. Bertoni, *Anarchisme et syndicalisme*, in « Le Réveil », 30 novembre 1907 (l'article, très long, se poursuivit jusqu'en août 1908).

⁶⁶ J. W(intsch), *Idéologie du syndicalisme*, in « Le Réveil », 13 juin 1908.

⁶⁷ Sur le NAS, voir R. de Jong, *Il movimento libertario nei Paesi Bassi*, in « Volontà », mai-juin 1974.

démocratie qu'en 1908, comme l'écrivait Rocker⁶⁸). Wohryzek et Knotek pour la Česká Federace všech obdorn, Broutchoux pour la Fédération des Mineurs du Pas-de-Calais, Monatte pour la CGT, Dunois pour la FUOSR, Fuss-Amoré pour la CGT belge (Fédération du Travail de Liège et Fédérations syndicalistes des mineurs et des mouleurs de Charleroi), Walter pour l'Union of Industrial Workers for Direct Action, Ceccarelli pour la Federacion Obrera Regional Argentina⁶⁹.

L'activité sur le terrain syndical n'avait pas, cependant, empêché celle plus traditionnelle des groupes d'affinité et de propagande et, avec un terme plus actuel, des organismes spécifiques. La radicalisation, que nous avons déjà évoquée, de l'affrontement social, et le développement impétueux des mouvements de masse avaient relancé l'exigence d'une reconstruction du mouvement de l'intérieur, de structures fédératives en mesure d'influer, d'un

⁶⁸ R. Rocker, *Anarcho-syndicalism, Theory and Practice*, Modern Publishers, Indore City, s.d., p. 179 (selon Rocker, la FVDG, en 1908, « broke completely with Social Democracy and openly professed Syndicalism. ») (« ...coupa totalement avec la social-démocratie et professa ouvertement le syndicalisme révolutionnaire. »)

⁶⁹ Le 27 et le 30 août se tinrent deux réunions syndicalistes convoquées par le NAS. Lors de la seconde se constitua un Bureau International de Presse, confié à Cornelissen, qui commença la publication d'un « Bulletin international du mouvement syndicaliste ». Voir « La Voix du Peuple » (Lausanne), 5 octobre 1907 et *Resoconto del Congresso internazionale Anarchico di Amsterdam*, Libreria Sociologica, Paterson N. J., pp. 23-24, publié aussi dans « Il Pensiero », 16 octobre-1^{er} novembre 1907. Pour la Česká Federace všech obdorn, voir L. Kn(otek), *Mouvement social. Bohême*, in « Les Temps Nouveaux », 24 mars 1906 et E. Bénès, *Le Syndicalisme en Bohême*, in « Le Mouvement socialiste », 15 mai-15 juin 1908. Pour la CGT belge, voir H. Fuss-Amoré, *Mouvement international. Belgique. Le mouvement syndicaliste*, in « Les Temps Nouveaux », 20 avril 1907. Pour la Freie Vereinigung Deutscher Gewerkschaften, v. outre Rocker, *Anarcho-syndicalism*, cit., les chapitres initiaux de H.M. Bock, *Syndicalismus und Linkscommunismus*, Verlag Anton Haim, Meisenheim am Glan 1969 et aussi *Mouvement ouvrier international. Allemagne*, in « Les Temps Nouveaux », 19 octobre 1907. Sur la FORA il existe différentes publications, nous en signalons deux : D.A. de Santillan, *La FORA. Trayectoria e ideología del movimiento revolucionario en Argentina*, Proyección, Buenos Aires 1933 ; S. Marotta, *El movimiento sindical argentino*, Ediciones « Lacio », Buenos Aires 1960-70. D'un grand intérêt pour la position des anarchistes italiens sur la question de la FORA, L. Fabbri, *Una spiegazione necessaria*, in « La Vita Operaia », 7 juin 1907 et la réponse de A. Ceccarelli, *Errore tattico. A proposito del Congresso di Unificazione del proletariato argentino*, in « La Vita Operaia », 23 août 1907.

point de vue strictement idéologique, sur le contexte général, de développer ainsi une fonction ouvertement anarchiste.

Déjà en 1902 avait été créée, à l'initiative de Rocker, la Idish-Sprechende Anarchistische Federation, qui s'était développée dans les milieux de l'émigration hébraïque de l'East-East End londonien, avec son organe « Der Arbeter Fraynd »⁷⁰. Mais, à partir de 1905-1906, de nombreuses autres avaient suivi. La Federatie (puis Landelijke Federatie) van Vrijheidlievende Kommunisten (organe de « De Vrije Communist »), la Česká Anarchistická Federace (organes: « Pracé » d'abord, puis « Nova Omladina » ensuite), la Anarchistische Föderation Deutschlands (organe : « Der Revolutionär »), le groupement communiste libertaire belge (organe : « L'Émancipateur » d'abord, puis « L'Insurgé »), la Fédération communiste-anarchiste de la Suisse romande (organe du groupe genevois et porte parole du communisme anarchiste romand-tessinois : « Le Réveil-Il Risveglio »)⁷¹. Quant à l'Italie, le congrès anarchiste de Rome des 16-20 juin 1907 – le premier congrès national – avait délibéré sur la constitution d'une Alliance anarchique qui, tout en ne contrariant pas le cadre des regroupements régionaux et provinciaux (Maremma, Biellese, Umbria, Sicilia, Lazio, Romagna, Firenze, Anconetano) réussit à donner vie à l'important périodique « L'Alleanza Libertaria »⁷², qui est resté pour quelques années l'unique porte-parole du mouvement organisé.

⁷⁰ Voir R. Rocker, *En la borrasca*, Editorial «Tupac», Buenos Aires 1949, p. 178 sq. et aussi *Organisations libertaires*, in « Bulletin de l'Internationale libertaire », février 1907.

⁷¹ Pour la FvVK, voir FvVK. *Beginsel eklaring. Ennunciati principi*, in « De Vrije Communist », 20 mai 1905 et *Internationale uebersicht. Holland*, in « Der Revolutionär », 22 juli 1905 ; v. aussi C. Cornelissen, *L'évolution de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier hollandais*, in « Le Mouvement socialiste », 15 juillet 1905. En 1907 la FvVK se transforma en LFvVK et en juin 1907 « De Vrije Communist » reprenait sa publication. Pour la CAF, v. Buiteland, in « De Vrije Communist », 24 mai 1905 ; *Organisations libertaires*, in « Bulletin de l'Internationale libertaire » ; février 1907 ; L. Kn(otek), *Mouvement social, Bohême*, in « Les Temps Nouveaux », 24 mars 1906 ; Ch. St. Drzka, *Mouvement social. Bohême*, in « Les Temps Nouveaux », 19 mai 1906. Pour la FC-ASR, v. *Organisations libertaires*, in « Bulletin de l'Internationale libertaire », février 1907. Pour la ADF, v. *Organisations libertaires*, in « Bulletin de l'Internationale », octobre 1906. Pour le GCL, *Les Organisations libertaires en Belgique*, in « Bulletin de l'Internationale libertaire », octobre 1906 et H. Fuss-Amoré, *Groupement communiste libertaire*, in « Les Temps Nouveaux », 26 janvier 1907.

⁷² V. J. Maitron, *op. cit.* p. 414 sq.

Sans doute, le manque d'une organisation spécifique française était significatif ⁷³ ; c'était le symptôme de l'absorption des énergies par le mouvement syndical, mais pas moins significatif que, à Amsterdam, le fait que le rapport sur l'organisation anarchiste ait été fait par un « syndicaliste » comme Dunois. En prévision du congrès, ce dernier écrivait, quelques mois plus tôt : « Mais précisément ne sent-on pas qu'à l'avant-garde du mouvement ouvrier – je dis à l'avant-garde et non pas au-dessus – il y a place pour un mouvement plus spécialement idéologique, pour un “groupement d'opinion” constitué et agissant ? Certes, il ne saurait être question pour qui que ce fût de les entraîner vers des buts inconnus. Le groupement auquel je pense aurait mieux à faire qu'à s'ériger en gouvernement d'une classe : sa fonction ne serait pas de diriger le mouvement ouvrier, mais de le comprendre, de l'inspirer et d'éclairer pour lui l'obscur avenir ». Et il continuait : « Nous, nous n'avons pas en France de mouvement spécifiquement anarchiste. C'est à le créer que tant d'efforts qui se dispersent ailleurs et s'y gaspillent souvent, devraient s'employer avec continuité. Il n'est pas défendu d'espérer que le Congrès d'Amsterdam donne le signal de l'union pour l'action commune » ⁷⁴. Affirmations extrêmement claires sur le rôle de la double organisation, identiques à celles de Fabbri en Italie, et c'est peut-être pour cela que Fabbri ne laissa pas passer l'occasion de publier l'article de Dunois dans « Il Pensiero » du mois de février suivant ⁷⁵.

Par ailleurs, à Amsterdam, personne ne mit en doute l'importance, la fonction d'un mouvement de cadres, d'une « minorité agissante » ; en résumé, pour user d'une expression alors très commune (surtout en Italie : Malatesta, Fabbri) d'un « parti anarchiste », entendu naturellement comme stimulant et non comme direction des luttes. Le vote sur la motion de Dunois, en fait, démontrait l'accord unanime (unique exception, toutefois : celle de l'individualiste Croizet) ⁷⁶. C'était la preuve que la réunion hollandaise représentait plus la phase culminante d'une courbe unitaire – au moins dans les intentions – que le début d'un processus de désagrégation.

⁷³ A. Dunois, *Un congrès anarchiste*, in « Les Temps Nouveaux », 1^{er} décembre 1906.

⁷⁴ A. Dunois, *Un congresso anarchico*, in « Il Pensiero », 16 février 1907.

⁷⁵ *Congrès anarchiste tenu...*, cit., p. 35 et sq. Voir aussi le texte intégral de la relation Dunois, dans « Il Pensiero », 16 novembre 1907.

⁷⁶ « Bulletin de l'Internationale libertaire », n° 1 (31 janvier 1908) - n° 13 (avril 1910).

L'aggravation de la conjoncture économique internationale, à la fin de 1907, l'expansion d'une crise qui, partie des États-Unis, entraîna tout l'Occident industrialisé, le raidissement du front patronal désormais privé de marge de manœuvre, et l'intensification de la répression gouvernementale mettaient brusquement fin à la phase ascendante de la lutte. Le massacre de Villeneuve-Saint-Georges (30 juillet 1908) et l'arrestation consécutive du secrétaire et de l'ensemble du comité confédéral de la CGT d'un côté⁷⁷, la désastreuse défaite de la grande grève de Parme (mai-juin 1908), suivie de la dispersion des leaders du syndicalisme italien de l'autre (mais aussi la répression tsariste de la révolution de 1905), la diminution du nombre de grévistes en Allemagne, etc.) étaient les signes tangibles d'une nette inversion de tendance. Le reflux frappait aussi de nombreuses organisations anarchistes, surtout en Italie, qui, soumises aux pressions externes et aux déchirures internes, finirent souvent par n'exister que sur le papier. Même les relations internationales finirent par s'éteindre graduellement. Le congrès anarchiste international de 1909, décidé à Amsterdam et statutairement convoqué par le Bureau international de Londres, n'eut pas lieu. Le « Bulletin de l'Internationale anarchiste » dont le premier numéro était sorti en janvier 1908, cessa de paraître en avril 1910⁷⁸.

⁷⁷ **Note du traducteur.** – Le 2 mai 1908, sous le cabinet Clemenceau, commence une grève des terrassiers de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges, qui travaillaient dans des conditions épouvantables. Les terrassiers avaient déjà fait grève à Draveil en juillet 1907, à Vigneux en novembre 1907. Le 1^{er} mai 1908 la grève redémarre, les ouvriers réclamant entre autres la suppression du travail aux pièces et la reconnaissance de leur syndicat. Plusieurs grévistes sont tués pendant les manifestations qui se déroulent jusqu'au 30 juillet 1908 (deux le 2 juin 1908 et quatre le 30 juillet. Trente et un dirigeants de la CGT sont arrêtés sur l'ordre de Clemenceau après la manifestation du 30, parmi lesquels Victor Griffuelhes, le secrétaire général ; Émile Pouget, le rédacteur en chef de *La Voix du Peuple* ; Georges Yvetot, le secrétaire de la Fédération des Bourses du travail, Henri Dret, le secrétaire de la fédération des Cuirs et Peaux. Ce dernier sera amputé d'un bras. Pierre Monatte, responsable de l'imprimerie, s'enfuit en Suisse. La CGT se trouve donc décapitée ; les réformistes prendront le contrôle de la confédération peu après, avec l'adhésion de la Fédération des mineurs. La grève s'achève en août 1908, les ouvriers n'obtiennent pas la reconnaissance de leur syndicat. La grève de 1908 est un tournant dans l'histoire de la CGT car le courant syndicaliste révolutionnaire, en position déjà fragile après le congrès d'Amiens, perd la majorité.

⁷⁸ Sur les IWW il existe désormais une ample littérature italienne, outre naturellement celle de langue anglaise. Citons à ce sujet l'attention donnée aux IWW par la revue « Primo Maggio », n^{os}. 1, 3-4, 7 (art. de B. Cartosio, S. Tait,

En 1909, tandis qu'aux États-Unis redémarrait un nouveau cycle de luttes et que les IWW (Industrial Workers of the World, le syndicat révolutionnaire créé à Chicago en 1905)⁷⁹ [Note du traducteur : l'auteur avait écrit par erreur *International Workers of the World*] l'emportaient sur la puissante United Steel Company, la Catalogne était paralysée par une grève générale et les anarchistes portugais sortaient victorieux du congrès syndical et coopératif de Lisbonne (septembre)⁸⁰, en France et en Italie (mais aussi en Hollande) la crise touchait le fond. Les syndicalistes italiens, à leur congrès de Bologne (7-9 mai), décidaient de rentrer, en position subalterne, dans les rangs de la *Confederazione Generale del Lavoro* fermement tenue en mains par les réformistes. Seules un petit nombre d'organisations contrôlées par les anarchistes, préférèrent conserver leur autonomie : la bourse du travail de Pimmino et de Sampierdarena et la Ligue générale du travail de Romagne. Du côté français, la démission de Griffuelhes du secrétariat, l'élection du réformiste Niel et la grave défaite de la grève des postiers⁸¹ ne contribuèrent pas peu à provoquer ce que Charles Desplanques définit comme une « formidable dépression »⁸².

Mais, au-delà de la situation globale, ce qui importait était l'apparition des premières fissures sérieuses entre syndicalistes et anarchistes. Les « anarchistes syndicalistes » qui, à Amsterdam s'étaient encore reconnus dans le « projet anarchiste » – Monatte, Dunois, Fuss-Amoré –, s'étaient, à l'exception de Broutchoux, progressivement éloignés du mouvement, réduisant leur collaboration à la presse libertaire, jusqu'à l'abandonner définitivement, surtout après le lancement de « La Vie ouvrière » par Monatte en 1909⁸³. Même la référence de principe à l'anarchisme, en plein accord avec les syndicalistes d'origine marxiste (Lagardelle, par exemple, et

G. Buonfino, O. Ortoleva) ; le volume anthologique de R. Musto, thélème, Napoli 1975 ; le n° 1-2, janvier-juin 1976 de « Movimento operaio e socialista ». (F. Fasce, J.A. Conlin) ; G. Bock, P. Carpinano, B. Ramirez, *La formazione dell'operaio massa negli USA, 1898-1927*, Feltrinelli, Milano 1976

⁷⁹ V. La « rentrée » sindacalista e il Congresso Nazionale della Resistenza, in « L'Alleanza Libertaria », 21 mai 1909, *Il Congresso Nazionale della Resistenza*, « L'Alleanza Libertaria », 28 mai 1909.

⁸⁰ V. C. de Fonseca, *Introduction à l'histoire du mouvement libertaire au Portugal*, CIRA, Lausanne 1973.

⁸¹ Pour la grève des « postiers », v. « La Voix du peuple » du 25 mars au 9 avril 1909, « Le Mouvement socialiste », mars-avril 1909, « Les Temps Nouveaux », 27 mars 1909, « L'Alleanza Libertaria », 4 juin 1909.

⁸² Ch. Desplanques, *A la GGT*, in « Les Temps Nouveaux », 6 mars 1909.

⁸³ « La Vie ouvrière » commença de paraître le 5 octobre 1909.

les « soréliens » italiens), était abandonnée, au point que Pierrot pouvait parler, en mars 1910, d'une « conception syndicaliste qui s'oppos(ait) à la conception anarchiste, sur le rôle et l'avenir des syndicats » et d'une « organisation syndicaliste comme un nouveau parti »⁸⁴.

La formule « le syndicalisme se suffit à lui-même » avait pris une signification très différente de celle qui lui avait été attribuée en 1907 par Monatte et par Dunois ; déjà en janvier 1908, Dunois relevait à quel point le syndicalisme était désormais décidé « à se suffire à lui-même en tout et pour tout »⁸⁵. Et que signifiait ce « suffire en tout et pour tout » sinon que, hors de l'organisation syndicale, de la CGT en fait, rien d'autre n'avait droit de cité ? Et que l'anarchisme, par conséquent, comme idéal et comme mouvement spécifique, n'avait plus de raison d'exister ?

Déjà schématiquement analysée par Maitron⁸⁶, l'évolution de Dunois, à cet égard, est typique. Entre la fin de 1907 et au cours de l'année 1908, il parvenait très rapidement, après une identification entre syndicalisme et anarchisme⁸⁷ – « anarchisme ouvrier » naturellement, en opposition à l'anarchisme « pur », abstrait et sectaire –, à un dépassement résolu de l'anarchisme lui-même.

Dans le même temps, alors qu'auparavant la réaffirmation de la « ligne directe » avec Bakounine présupposait une cassure avec la tradition marxiste, maintenant, l'hypothèse faisait son chemin – il s'agit toujours de Dunois – d'un syndicalisme révolutionnaire point de rencontre, moment de fusion, de réconciliation entre marxisme et anarchisme, entre « esprit d'organisation » et... « esprit de révolte »⁸⁸.

Non pas que ce dernier aspect apparaisse fondamental. Nombreux, parmi les anarchistes, jusqu'à un anti-organisationnel comme Ettore Molinari⁸⁹, faisaient une nette distinction entre le « Marx savant » et le « Marx politicien ». Luigi Fabbri parlait même d'un Marx pré-1872 (dont « même Bakounine acceptait » les idées⁹⁰) auquel même les anarchistes se référaient. A l'opposé, « seuls les anarchistes (avaient) conservé entière la tradition de

⁸⁴ M. Pierrot, *Les Syndicats et l'anarchisme*, cit.

⁸⁵ V. *L'action directe*, 29 janvier 1908, cité dans J. Maitron, *op. cit.* p. 300.

⁸⁶ J. Maitron, *op. cit.* p. 300

⁸⁷ A. Dunois, *Le Congrès d'Amsterdam*, in « Le Réveil », 2 novembre 1907.

⁸⁸ A. Dunois, *Le Congrès d'Amsterdam*, in « Pages libres », 23 novembre 1907.

⁸⁹ Epifane (E. Molinari) *Dalli al tronco*, il « La Protesta Umana », 27 octobre 1906.

⁹⁰ L. Fabbri *Come e perché siamo sindacalisti*, in « L'Alleanza Libertaria », 28 août 1908.

l'Internationale et des idées que Marx et Bakounine défendaient »⁹¹. Le problème en réalité était autre. Tant que le syndicalisme demeurait interne à l'anarchisme, il n'était pas seulement acceptable mais, comme nous l'avons vu, il semblait en représenter l'idée la plus vitale et même sa tradition la plus authentique. De même qu'il y avait des anarchistes qui se définissaient comme individualistes, il y en avait d'autres prêts à se déclarer syndicalistes. La recherche de liens avec la Première internationale ne signifiait rien d'autre que la tentative de dépasser les abstractions philosophiques et humanitaires et de ramener l'anarchisme au sein du mouvement ouvrier, à l'intérieur duquel il s'était développé.

Ce qu'on n'acceptait pas, chez les anarchistes, c'était que le syndicalisme, ou l'« anarchisme ouvrier », un terme alors en usage en France et dans la Suisse romande (mais pas en Italie), représentait un saut qualitatif, quelque chose de nouveau et de différent par rapport à un anarchisme précédent, d'une certaine façon « traditionnel ». En somme, ce qui se dédoublait, ou se multipliait, ce n'était pas les tactiques ou les méthodes de lutte, convergentes cependant vers un objectif unique, mais le cœur même de l'idéal anarchiste.

Contre cette tendance, dont Dunois était le porte-parole, de nombreux anarchistes réagirent qui n'hésitaient pas à se reconnaître comme « syndicalistes » : Pierrot, Fabbri, Bertoni, Goldsmith. Précisément, Goldsmith, sous le pseudonyme de Corn, en février 1908, attaqua durement la « légende d'un "anarchisme ouvrier" moderne opposé à l'anarchisme doctrinaire ancien », mettant en lumière le fait que la préoccupation de l'émancipation économique, dans le mouvement anarchiste, n'était pas absolument nouvelle, et rappelant la présence des anarchistes dans les grandes manifestations de masse, des événements de Chicago de 1886-1887 aux grèves anglaises de 1889, à la prise de position constante des anarchistes en faveur de la grève générale⁹². Même attitude de Fabbri, qui expliquait, en août de la même année, *Comment et pourquoi nous sommes syndicalistes*⁹³.

Voir en effet dans le syndicalisme un dépassement de l'anarchisme et non sa simple continuation voulait surtout dire inutilité du mouvement spécifique et réduction de cet « idéal » anarchiste dans la sphère syndicale, avec la conséquente perte d'identité politique séparée. Le mouvement syndical se trouvait dans cette logique d'absorption, en étant en même temps

⁹¹ *Ibidem*.

⁹² M. Corn, *L'anarchisme ouvrier est-il nouveau ?* in « Les Temps Nouveaux », 8 février 1908.

⁹³ L. Fabbri, *Come e perché siamo sindacalisti*, cit.

organisation spécifique et de masse, sélectionnant ces élites qui auraient dû le stimuler et lui montrer le chemin vers la découverte de ses propres objectifs. Sur ce terrain, il était assez logique que les anarchistes – ceux qui étaient demeurés tels – ne fussent pas disposés à aller au-delà. Ce qui importait, c'était de « rester complètement anarchiste, dans les syndicats comme ailleurs »⁹⁴.

A ce point, il était clair que, malgré le fait qu'anarchistes et syndicalistes se réclamassent les uns et les autres de l'Internationale, de la Fédération jurassienne et de Bakounine, le sens de ces opérations était profondément différent. La lecture que faisait Dunois de Bakounine⁹⁵ en 1908-1909 n'était plus la même que celle de Fabbri qui, à la même époque, présentait dans « Il Pensiero » des pages parmi les plus significatives et les moins connues du révolutionnaire russe⁹⁶.

Il faut cependant relever à quel point le problème de l'organisation spécifique qui, en France, semblait constituer une ligne de partage des eaux entre syndicalistes et anarchistes, n'avait pas la même portée discriminante en Italie. En France, en effet, le contraste sur les fonctions du mouvement syndical avait émergé de l'autonomie effective de ce dernier par rapport à toute « école politique », jusqu'à être lui-même devenu une « école politique » (Pouget n'avait-il pas parlé de la CGT comme « Parti du travail » ?). Au point que l'enquête lancée par Miguel Almeréyda (Vigo) et par Gustave Hervé dans « La Guerre sociale »⁹⁷ sur le Parti révolutionnaire (entendu comme « bloc » de toutes les forces authentiquement révolutionnaires : *unifiés* dissidents et insurrectionalistes, syndicalistes, anarchistes) avait eu une très faible résonance⁹⁸, démontrant une fois de plus le caractère compact du front syndicaliste.

⁹⁴ J. Mesnil, *l'Esprit révolutionnaire*, in « Les Temps Nouveaux », 13 mars 1909.

⁹⁵ Extrêmement intéressants pour voir l'évolution de la position de Dunois à propos de Bakounine : *Michel Bakounine (1814-1876)*, dans « Pages libres », 2 mai 1908 ; *Michel Bakounine*, portraits d'hier n° 6, 1^{er} juin 1909 ; *Michel Bakounine et le collectivisme dans l'Internationale*, in « Le Mouvement socialiste », janvier-février 1913 (critique à M. de Préaudau, *Michel Bakounine, le collectivisme dans l'Internationale*, Rivière, Paris, 1912).

⁹⁶ « Il Pensiero » publiait dans le numéro du 1-16 juillet 1908 *L'organisation de l'Internationale*, dans le numéro du 1^{er} août 1908 *Marx et Mazzini* (v. note 6), dans le numéro du 16 août 1908 *L'autonomie dans l'association*.

⁹⁷ *Un parti révolutionnaire ?* in « La Guerre sociale » du 19 au 25 janvier 1910.

⁹⁸ L'unique personnalité de renom à répondre fut S. Faure, *Un Parti révolutionnaire ?* in « La Guerre sociale » du 16 au 22 février 1910. Faure se déclarait favorable au P.R. Les anarchistes de « Les Temps Nouveaux » au contraire

Une autre tentative, faite toujours dans les colonnes de « La Guerre sociale » par Charles Albert en 1912, n'avait pas eu un plus grand succès⁹⁹. Si à cette occasion on obtint les réponses de personnages d'importance tels que Vaillant, Griffuelhes, Guillaume, Malato, Cornelissen, Compère-Morel, Laisant, etc., cependant, encore une fois, la proposition était tombée à l'eau. La méfiance possibiliste de Griffuelhes qui réaffirmait l'autonomie du mouvement syndical jusque dans la collaboration, sur des thèmes spécifiques, avec des organismes « auxiliaires », faisait face à l'intransigeance de Guillaume : « Le Parti révolutionnaire n'est pas à créer, il existe : c'est la CGT »¹⁰⁰.

En Italie, au contraire, non seulement la carte du syndicalisme révolutionnaire apparaissait extrêmement déchiquetée (c'est avec raison que Orano, Dinale, Fabbri, Rygier, etc. pouvaient parler de « nombreux » syndicalistes) mais par-dessus tout, la plus grande partie des syndicalistes – à l'exclusion, naturellement, des anarchistes – avaient appartenu jusqu'en 1907 (juillet, congrès de Ferrare) au Parti socialiste, et en avaient été, pour reprendre une expression de Michels, « la chair et le sang »¹⁰¹. Et même après l'abandon du PSI, la nostalgie, l'exigence du « parti », ou en tout cas de l'organisation « politique » était revenue en plus d'une occasion.

En 1910, lors de la tentative faite pour résoudre la crise du syndicalisme et en vue du 2^e Congrès national des syndicalistes (tenu à Bologne en décembre), une série de propositions contrastées se chevauchèrent, mais toutes convergeaient pour reconnaître l'inadéquation révolutionnaire de l'instrument syndical et affirmaient la nécessité de formations politiques parallèles. Alors que la rédaction de « La Demolizione » – Ottavio Dinale et « Libero » (Piero Belli) – lançait, avec un discret succès, un referendum sur

se déclaraient fermement contre : v. M. Pierrot, *Un Parti révolutionnaire ?*, in « Les Temps Nouveaux », 5 mars 1910 : J. Grave, *Autre forme de l'Esprit politique*, in « Les Temps Nouveaux », 16 avril 1910 ; J. Grave, *Politicaillerie Révolutionnaire*, in « Les Temps Nouveaux », 23 avril 1910.

⁹⁹ Charles Albert et Jean Duchêne publièrent dans « La Guerre sociale » un long essai, *Vers le Parti Révolutionnaire*, à partir du n° 1, du 3 au 9 janvier 1912 au n° 13, du 27 mars au 2 avril 1912. L'essai fut réuni en brochure, intitulée *Le socialisme révolutionnaire*, éd. de la Guerre Sociale, Paris, s.d. L'année suivante, *Le socialisme révolutionnaire*, traduit et préfacé par Mussolini, sortait à Faenza (Tip. Pop. Faentina).

¹⁰⁰ La réponse de Griffuelhes parut dans le n° 20 de « La Guerre sociale », du 15-20 mai 1912. Celle de Guillaume dans le n° 22 du 29 mai au 4 juin 1912.

¹⁰¹ R. Michels, *Storia critica del movimento socialista italiano*, Soc. An. Ed. « La Voce », Firenze 1926, p. 288.

le Parti révolutionnaire¹⁰², le même que celui de « La Guerre sociale », réussissant à réunir autour de ce projet des personnages comme Alfredo Polledro, Nicola Cecchi, Attilio Deffenu, Giovanni Domanico et jusqu'à Corridoni (avec cependant la « stipulation » que le parti soit composé uniquement de « salariés organisés »)¹⁰³, le groupe de « La Propaganda » (Arturo Labriola, Fabbio Petrucci, Aleardo Mondini) insistait sur la création d'une Fédération de groupes syndicalistes, auxquels étaient favorables Pulvio Zocchi, Carlo Nencini, Umberto Bianchini¹⁰⁴. Chez les autres, Enrico Loncao, Enrico Leone, Giulio Barni, Sergio Pannunzio¹⁰⁵, au contraire, on préférait parler de « parti syndicaliste », même si la différence entre la fédération et le parti était pratiquement nulle, vu que la première devait être « un organisme politique qui (soit) l'auxiliaire des organisations et qui les incite à agir toujours sur le terrain révolutionnaire »¹⁰⁶, le second étant « un petit groupe d'hommes, fidèles aux saines idées syndicalistes, une défense plus évidente et plus factuelle pour les classes prolétariennes que cent mille syndicalistes dispersés dans les différentes organisations sans expérience de

¹⁰² Le référendum se déroula entre le 1^{er} mars et le 1^{er} août 1910 jusqu'à ce que « La Demolizione » cessât de paraître. Participèrent entre autres Alfonso De Pietri-Tonelli, Germano De Pietri-Tonelli, Livio Ciardi, Enrico Meledandri, Maria Rygier, Luigi Fabbri, Paolo Orano, Luigi Bertoni, Attilio Deffenu, Luigi Molinari, Michele Bianchi, Armando Borghi, Licola Vecchie, Giovanni Domanico.

¹⁰³ Polledro ne répondit pas au référendum, mais écrivit un article dans « Il Divenire sociale », 1^{er} août 1910, intitulé *Partito sindacalista e partito rivoluzionario* ; de même Corridoni, sous le pseudonyme de Leo Celvisio, *Un Nuovo Partito ?*, dans « Bandiera Rossa », 16 avril 1910.

¹⁰⁴ Pulvio Zocchi intervint avec *La Torre di Babel*, dans « Pagine Libere » 1^{er} septembre 1910 ; Carlo Nencini (*Sindacalismo e Parlamentarismo*) dans le supplément n° 5 à « Il Divenire Sociale » du 16 août 1910 ; U. Bianchini, outre qu'il répondit au référendum, écrivit *Necessità dei gruppi sindacalisti*, dans « Il Divenire Sociale », 16-30 novembre 1910.

¹⁰⁵ V. E. Loncao, *Dobbiamo costruire il Partito Sindacalista ?*, dans « Pagine Libere », 1^{er} septembre 1910 ; Enrico Leone s'exprima quant à lui dans le supplément n° 2 de « Il Divenire Sociale », 16 mai 1910 ; Pannunzio, *Per il Partito Rivoluzionario*, 15 septembre-1^{er} octobre 1910 ; G. Barni outre qu'il répondit au référendum, mena sur le thème une polémique avec Tommaso Sorrichio : Barni : *Per la sincerità ? Sindacati, sindacalismo e sindacalisti* ; T. Sorrichio, *Deviazioni del sindacalismo* ; G. Barni, *Sindacalismo e Verbalismo sindacalista ?*, in « Pagine libere », 1^{er} juin 1910

¹⁰⁶ F. Petrucci, *Per la Federazione dei Gruppi Sindacalisti*, Suppl. n° 4 à « Il Divenire Sociale », 1^{er} août 1910.

l'attaque et de la défense »¹⁰⁷. Il y avait certes des voix contraires, « syndicalistes pures », par exemple « L'Internazionale » de Parme (en particulier Tullio Masotti)¹⁰⁸ et « La Bandiera del Popolo » de Mirandola (Germano De Pietri-Tonelli)¹⁰⁹, expressions réelles d'organisations de classe à tendance syndicaliste, qui ne réussirent cependant pas à avoir, en cette période de reflux, un poids significatif.

Quant aux anarchistes, le problème était marginal. Si chez certains (Fabbri et Luigi Molinari) il n'existait pas d'objection à propos du Parti révolutionnaire¹¹⁰, tout en le tenant pour « inactuel », toute la rédaction du *Libertario*, Maria Rygier, Luigi Bertoni, Armando Borghi (et même Fabbri) était opposée à un « parti syndicaliste », et¹¹¹ l'indispensable organisation politique parallèle au syndicat finit par être identifiée par eux aux groupes anarchistes – « petites avant-gardes audacieuses – écrivait Bertoni¹¹² – destinées, dans les moments propices à l'action, à entraîner le peuple à l'insurrection en donnant l'exemple et en fournissant les moyens ».

La situation du syndicalisme italien, comme on peut voir, était profondément différente de la situation en France. Mais la diversité ne s'arrête pas ici. Au-delà des questions de « spécificité » organisationnelle, c'était l'évolution même du capitalisme et de la structure industrielle qui accentuait les contrastes entre syndicalistes et anarchistes. Sur ce point, l'Italie était, par rapport à la France, légèrement en retard.

¹⁰⁷ E. Lonca, *Dobbiamo costruire il Partito Sindacalista ?*, cit.

¹⁰⁸ V. S. Samuel, *Il Referendum de « La Demolizione »*, in « L'Internazionale », 7 mai 1910 et T. Masotti, *Il Convegno sindacale di Parma*, in « L'Internazionale », 11 juin 1910 (« Nous n'admettons pas de partis ... Par conséquent, la fondation d'un nouveau parti ne serait ni tolérable ni admissible »).

¹⁰⁹ G. De Pietri-Tonelli, *Un partito rivoluzionario ?* in « La Bandiera del Popolo », 21 mai 1910 (« Développons les syndicats, travaillons dans leur sein, arrachons de l'âme de l'ouvrier tout un héritage millénaire de servilisme, de canaillerie, d'égoïsme, jetons les bases des écoles syndicales..., travaillons intensément, silencieusement, minons. ») Même A. De Pietri-Tonelli, en plus de répondre au référendum, écrivit *Per un'intesa fra i sindacalisti d'Italia* » (Pour une entente entre les syndicalistes d'Italie) dans « La Bandiera del Popolo », 28 mai 1910, dans lequel il exprimait des doutes sur « l'opportunité de reconstruire la Fédération des groupes syndicalistes ».

¹¹⁰ V. les réponses de L. Fabbri dans « La Demolizione », 1^{er} mai 1910, et de L. Molinari, dans « La Demolizione », 16 juin 1910.

¹¹¹ Pour la réponse de Maria Rygier, Luigi Bertoni e Armando Borghi, v. « La Demolizione », 16 avril, 16 juin, 1^{er} août 1910.

¹¹² Réponse citée, in « La Demolizione », 1^{er} août 1910.

Sans compter que alors qu'en France on était en présence d'une réalité organisée du syndicalisme, l'Union syndicale italienne n'avait concrètement agi que dans les deux ans qui avaient précédé la guerre mondiale. Maintenant, en France comme aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le développement d'un capitalisme qualitativement différent, qui avait trouvé dans la rationalisation et dans la concentration le moyen de dépasser la crise de 1907-1908, imposait aux syndicalistes une révision décisive de quelques points de base de leur programme : l'autonomie locale, les contrats collectifs, le monopole du travail, la structure même du syndicat ¹¹³.

Déjà au congrès d'Amiens, il avait été décidé que la CGT ne pourrait accepter en son sein que des fédérations de métier, et non des syndicats locaux. A partir de 1907-1908, on posa les bases de la constitution des premières fédérations d'industrie, surtout dans le Bâtiment et dans les Métaux, avec l'objectif précis de surmonter les vieilles répartitions professionnelles qui empêchaient l'expansion syndicale et de répondre de manière adéquate à l'offensive patronale. Il s'agissait d'un phénomène certes pas nouveau, qui avait eu des précédents importants dans les pays anglo-saxons (États-Unis, Angleterre) où il avait eu, depuis le début, un sens révolutionnaire (il suffit de penser aux IWW) mais qui, en France, semblait se mettre en place – selon les anarchistes – selon des modalités différentes. Alors que l'unionisme industriel de type anglo-américain avait une matrice réellement révolutionnaire, parce qu'il était porteur des instances de base des couches déqualifiées, de la marginalité ouvrière contre les privilèges des élites professionnelles, en France le nouveau modèle organisationnel semblait se tourner avant tout en une opération de verticalisation de la direction syndicale ¹¹⁴.

« Que nous montre, en effet, l'évolution du mouvement syndical ? – écrivait Pierrot en avril 1909 ¹¹⁵ – C'est une centralisation de plus en plus grande, sous prétexte d'unification. » Et la centralisation aurait mené, en

¹¹³ V. à ce sujet les indications extrêmement intéressantes de J. Julliard, *Théorie syndicaliste et pratique gréviste*, in « Le Mouvement social », octobre-décembre 1968.

¹¹⁴ En Italie, le phénomène des syndicats d'industrie est, comme nous le disions, plus tardif. Il mûrira au sein de l'USI, surtout en 1913. V. pour cela M. Antonioli, *Sindacalismo rivoluzionario italiano e modelli organizzativi: dal modello industrialista di Filippo Corridoni ai sindacati nazionali d'industria (1911-1912)*, in « Ricerche Storiche », janvier-juin 1975.

¹¹⁵ M. Pierrot, *À propos d'un Manifeste* in « Les Temps Nouveaux », 3 avril 1909.

conséquence, à l'autoritarisme. La signature, par conséquent, en octobre 1909, de la première convention collective de catégorie ¹¹⁶ par la Fédération du Bâtiment, qui semblait enfreindre « la règle révolutionnaire » de l'action directe, semblait marquer l'avènement de la bureaucratie et la fin « de l'agitation et de toute propagande idéaliste » ¹¹⁷.

Avec ces paroles, Pierrot fixait le cadre de la situation. « Les grandes fédérations entraînent une centralisation unitaire. Le fonctionnarisme prospère. On n'a plus en vue que l'organisation. L'organisation devient un but au lieu d'être qu'un moyen. L'idéalisme révolutionnaire s'affaiblit... La politique des petits profits triomphe » ¹¹⁸. C'est pour dénoncer cette tendance que le groupe des « Temps Nouveaux » invita à Paris, au mois de mai suivant (le 28), Luigi Bertoni pour qu'il tienne une conférence sur « Les syndicats et l'idée de Révolution ». Connu pour son activité d'organisateur syndical, il l'était également pour son intransigeance envers toute forme de centralisme et de « fonctionnarisme » ¹¹⁹.

Lors de la conférence, à laquelle succédait deux jours plus tard un débat contradictoire avec quelques syndicalistes, parmi lesquels Yvetot, Jouhaux et Boudet, Bertoni reprenait ses anciennes critiques, autrefois « incompréhensibles » pour Malatesta : « Il n'y a, en fait, aucune différence entre syndicalistes réformistes et syndicalistes révolutionnaires. Les uns et les autres ne réclament que des réformes » ¹²⁰. Une seule solution : les anarchistes français, sur l'exemple des anarchistes romands, doivent constituer « à côté des organismes naturels de la classe ouvrière,... à côté des syndicats – qui risquent assez facilement de s'embourber dans le corporatisme – ... des groupements spécialement révolutionnaires » ¹²¹, avec fonction de stimulation et de conscience externe.

¹¹⁶ V. J. Julliard, *art. cit.*

¹¹⁷ M. Pierrot, *La grève du Bâtiment*, in « Les Temps Nouveaux », 17 octobre 1909. Les « justifications » de Jouhaux à cet égard sont intéressantes, v. L. Jouhaux, *Le contrat collectif*, in « La Vie ouvrière », 5 septembre 1910 (« le contrat ne peut être que le reflet de la force du mouvement syndical »).

¹¹⁸ M. Pierrot, *La Conférence de Bertoni*, in « Les Temps Nouveaux », 11 juin 1910.

¹¹⁹ L. Maire, *Les Syndicats et l'idée de Révolution*, in « Les Temps Nouveaux », 14 mai 1910.

¹²⁰ M. Pierrot, *La Conférence de Bertoni*, cit.

¹²¹ X, *A propos de la Conférence de Bertoni*, in « La Vie ouvrière », 20 mai 1910. Il s'agit en réalité d'une anticipation de la pensée de Bertoni que celui-ci aurait ponctuellement reprise dans la conférence.

Avec le passage des mois, la distance entre les « bertonistes » (comme ils étaient appelés de manière polémique), et les syndicalistes, était destinée à augmenter. Le 11^e congrès de la CGT (Toulouse, 3-11 octobre 1910)¹²², se prononça pour la fusion en une unique organisation des trois fédérations existantes dans la métallurgie : mécaniciens (réformistes), métallurgistes (révolutionnaires), mouleurs (« presque révolutionnaires »), suscitant une vague de critiques contre un tel « pur corporatisme ».

Et c'était Guillaume, dans ce cas, qui montait au créneau. Déjà, depuis quelque temps, le vieux jurassien avait publié, dans les colonnes des journaux syndicalistes, des documents sur la Fédération jurassienne, des passages extraits du *Bulletin*, des procès verbaux de congrès pour démontrer que tous les points clés du syndicalisme : action directe, grève générale et même l'autonomie syndicale¹²³ faisaient déjà partie du patrimoine de la Jurassienne. Et même sur la question des « fédérations d'industrie », Guillaume avait beau jeu de soutenir la pleine compatibilité entre les idéaux fédéralistes et les « fédérations d'industrie »¹²⁴, dont lui-même avait annoncé la nécessité dans sa brochure *Idées sur l'organisation sociale*¹²⁵, écrite en 1874 à la demande de Cafiero mais publiée en 1876, brochure que le groupe de « La Vie ouvrière » avait précisément fait imprimer pour son « actualité saisissante »¹²⁶.

Mais l'opération de récupération ne s'arrêtait pas à une simple exhumation du passé (sur l'honnêteté de laquelle il n'y avait rien à redire). « A la suite d'incitations de quelque “mouchérons du coche” », comme

¹²² XVII^e congrès national corporatif (IX^e de la Confédération) et 1^{re} Conférence des Bourses du Travail ou Unions ses syndicats, tenus à Toulouse du 3 au 10 octobre 1910. *Compte rendu des travaux*. Impr. ouvrière, Toulouse ; in *Les Temps Nouveaux*, 1^{er} octobre 1910.

¹²³ A propos des articles de « L'action directe » du 15 janvier et du 12 août 1908, voir la publication du fragment de Ballivet dans « La Vie ouvrière » du 5 mai 1910, etc.

¹²⁴ V. J. G(uillaume), *Contradictions Pourquoi ?*, in « La Voix du Peuple » du 12 au 18 novembre 1910 et J. G(uillaume), *Fédérations d'industrie*, in « La Voix du Peuple » du 10 au 16 décembre 1910. Et, du côté anarchiste, L. Wintsch, *Du Fédéralisme et de la Centralisation. Réponse à J.* in « Le Réveil », 24 décembre 1910 et 7 janvier 1911.

¹²⁵ La brochure parut à La Chaux de Fonds (Impr. Courvoisier) en 1876 et fut publiée en Italie, traduite par Andrea Costa, à Bologne (Tip. della Soc. Azzoguidi) en 1877. Sur les péripéties de cette brochure, v. *L'Internationale*, cit. Tome III, p. 240.

¹²⁶ V. La brève présentation signée par Marie Guillot à la réédition de *Idées sur l'organisation sociale*, « La Vie ouvrière », Paris s.d. (mais en 1910).

l'écrivit Jean Grave¹²⁷ – Guillaume, toujours, dans la préface au quatrième volume de son *Internationale*, se demandait : « Et qu'est-ce que la Confédération Générale du Travail, sinon la continuation de l'Internationale ? »¹²⁸. L'identification, par conséquent, ne se faisait plus sur le plan des tendances, mais carrément sur celui des organisations. Et Grave répondait : « Le mouvement anarchiste – quoi qu'en dise Guillaume, plus que n'importe qui – a le droit de se proclamer le continuateur de l'Internationale »¹²⁹.

La querelle continua encore, quoique feutrée, pendant le cours de l'année 1911, se déplaçant directement sur Bakounine. Pendant cette année-là, en fait, fut publié le volume V des *Œuvres*, contenant les articles écrits pour « L'Égalité » et par conséquent aussi *La Politique de l'Internationale*. Henri Fuss-Amoré, dans le compte rendu du volume pour « La Vie ouvrière »¹³⁰, notait que « plus que tout autre le syndicalisme (aurait dû) se sentir en terrain familier parmi ces écrits de Bakounine » et que les principes de *Politique de l'Internationale* auraient pu entièrement s'appliquer à la CGT. Mais ce n'est pas tout. Il qualifiait d'arbitraire toute distinction, à l'intérieur de la société, entre deux niveaux différents dont découleraient les luttes politiques et les luttes économiques, et il ramenait dans l'orbite de la CGT tout programme d'action de type « politique ». Affirmations qui, si elles portaient un coup aux socialistes en général, mettaient en cause l'existence de tout organisme spécifique, même anarchiste, parallèlement aux organismes syndicaux.

Jean Wintsch avait un point de vue opposé. Dans un long article intitulé *L'Anarchisme ouvrier*¹³¹, il demandait aux anarchistes de conserver leurs propres groupes et de les utiliser comme fonction auxiliaire au mouvement ouvrier, surtout pour combattre sur les fronts (éducation, défense des victimes politiques, antimilitarisme, antiparlementarisme, la révolution elle-même) que le syndicat, précisément parce qu'il est « en dehors de toute école politique », n'est pas en mesure de défendre. Mais, incidemment, sur ces fronts, la CGT entendait se battre précisément comme une organisation « politique » (il suffit de penser aux agitations antimilitaristes, aux

¹²⁷ J. Grave, in « Les Temps Nouveaux », 1^{er} octobre 1910.

¹²⁸ J. Guillaume, *L'Internationale*, cit. Tome IV, p. VII.

¹²⁹ J. Grave, Bibliographie, cit.

¹³⁰ H. (Fuss) Amoré, *A travers les livres*, *Œuvres* de Michel Bakounine, in « La Vie ouvrière », 5-20 novembre 1911.

¹³¹ J. Wintsch, *L'anarchisme ouvrier*, in « Les Temps Nouveaux », 2, 9, 16 décembre 1911.

campagnes anti-électorales, aux préoccupations sur les problèmes de l'éducation).

L'accentuation de la tension politique et sociale dans la seconde moitié de 1911 sembla désamorcer les polémiques. Allait s'ouvrir pour le syndicalisme révolutionnaire et pour ses différentes « nuances » (anarcho-syndicalisme, syndicalisme et unionisme industriel) la période la plus aiguë de tout son parcours historique. La guerre italo-turque d'abord, celle des Balkans ensuite, la progressive détérioration des relations entre la France et l'Allemagne, entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, relancèrent les agitations antimilitaristes en France à la fin de 1912¹³² et en Italie en 1911 à l'occasion de l'entreprise libyenne. Toujours en 1911, les « industrialistes » se trouvèrent à la tête des longues grèves des dockers anglais et des mineurs de Virginie occidentale. En 1912, après la grande lutte du textile à Lawrence, dirigée par les IWW, le massacre des mineurs de la Léna et la grève de masse de ceux de la Ruhr, et quand en Italie dans le sillage des luttes de Turin et de Ferrare, naissait à Modène (en novembre) l'Union syndicale italienne, le syndicalisme révolutionnaire s'était alors diffusé, même si c'était dans des mesures différentes, à l'échelle internationale : États-Unis, Canada, Chili, Argentine, Uruguay, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle Zélande, Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, Allemagne, Hollande, Belgique, France, Suisse, Norvège, l'Empire austro-hongrois, Russie.

En 1913, cependant, la situation était en train de se modifier.

En France, jusqu'au congrès confédéral du Havre, qui vit apparaître des divisions et des évaluations contrastées au sein même du groupe syndicaliste¹³³, les anarchistes avaient repris la campagne contre le « fonctionnarisme » et contre le centralisme (le congrès avait décidé de réunir les Bourses du travail en unions départementales). La Conférence ordinaire des Fédérations et des Bourses de juillet 1913¹³⁴, ensuite, avait

¹³² En novembre (24 et 25) la CGT tint un congrès extraordinaire avec un unique point à l'ordre du jour : « Attitude de la classe ouvrière en cas de guerre ». Une grande campagne antimilitariste fut lancée et le 16 décembre une grande grève de protestation rassemblant plus de 600 000 grévistes eut lieu.

¹³³ V. surtout les critiques de Griffuelhes aussi bien au congrès de Toulouse que successivement dans « La Bataille syndicaliste » du 23 et 24 janvier 1913 (*Impuissance*). Et la réplique de Merrheim, *Contre l'impuissance. Pour l'action*, dans « La Bataille syndicaliste », 28 janvier 1914.

¹³⁴ *Conférence ordinaire des Fédérations nationales et des Bourses du Travail ou Unions de syndicats, tenue les 13, 14, et 15 juillet 1913, Salle de l'Égalitaire, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, Compte rendu, Maison des Fédérations, Paris 1914.*

durci les critiques des anarchistes : les thèmes centraux des travaux avaient porté sur la question des rapports entre les différents organismes, le problème de leur autonomie et celui de la riposte prolétarienne à la « loi des trois ans » (de service militaire), par rapport à laquelle la CGT avait refusé la grève générale ¹³⁵. « Combien Bertonni avait raison – commentait Pierrot –, à l'encontre de l'opinion des Dunois, des Monatte, et autres gens de même farine » ¹³⁶.

Autre motif de polémique, le refus de la CGT de participer au Congrès international syndicaliste, convoqué au mois de février dans le « Bulletin international du mouvement syndicaliste » (Cornelissen) et par « The Syndicalist » (Guy Bowman et Tom Mann) et auquel adhéraient le NAS, les Suédois de la SAC, la FORA, le Freie Vereinigung Deutscher Gewerkschaften, l'USI, l'ISEL, etc. ¹³⁷ Il fut trop facile de voir dans la non-adhésion de la CGT, qui envoyait régulièrement ses délégués aux congrès

¹³⁵ **Note du traducteur.** – La Loi des trois ans visait, en 1913, à augmenter la durée du service militaire de deux à trois ans en vue de l'éventualité d'une guerre avec l'Allemagne. Lorsqu'elle entra en vigueur et que les appelés de la classe 1911 apprirent que leur temps de service allait être prolongé d'un an, il y eut un fort mouvement de mécontentement. Une vague d'agitation parcourut les casernes françaises entre le 18 et le 24 mai. Les soldats manifestent, chantent *L'Internationale*, bousculent les officiers, tentent parfois de quitter collectivement la caserne. L'enquête attribua ce mouvement à l'action antimilitariste de la CGT et des anarchistes. La police se déchaîne et procède à des perquisitions d'une ampleur inédite. À l'aube du 26 mai 1913, les bourses du travail, les sièges syndicaux, les chambrées de casernes, les domiciles de militants sont fouillés dans 88 villes. À Paris, la police retourne tous les bureaux du siège de la CGT, de la bourse du travail, de « La Vie ouvrière » et du « Libertaire », ainsi que le siège de la Fédération Communiste Anarchiste. Une vingtaine de responsables de la CGT furent arrêtés et un procès eut lieu au début de 1914. Pourquoi la CGT n'appela-t-elle pas à une grève générale ? Elle en avait organisé une en 1912, contre la guerre, difficilement. Cette grève générale ne fut qu'un demi-succès, mobilisa peu de monde eu égard à l'enjeu. Il était difficilement envisageable de demander à la Confédération, au sein de laquelle les révolutionnaires étaient alors minoritaires, d'organiser une seconde grève générale.

¹³⁶ M. Pierrot, *Les Fonctionnaires de la CGT*, in « Les Temps Nouveaux », 2 août 1913.

¹³⁷ On constate cependant que toutes les organisations qui sont intervenues, à l'exclusion de la Industrialist Syndicalist Educational League, étaient des organismes scissionnistes, et que seule en France on avait sauvé l'unité syndicale.

des centrales réformistes¹³⁸, dont le secrétariat faisait partie, une confirmation de son glissement vers le réformisme¹³⁹.

En août 1913, les anarchistes français, réunis à Paris (du 15 au 17), tout en reconnaissant l'importance de « se mê(ler) aux syndicats afin d'y semer des sentiments révolutionnaires », posaient les bases d'une Fédération communiste révolutionnaire anarchiste de langue française, afin de démontrer leur volonté d'émancipation réelle de la tutelle syndicaliste et leur méfiance désormais quasi irréversible envers le syndicalisme¹⁴⁰. A tel point que Rosmer pouvait affirmer, de manière polémique, en septembre¹⁴¹, que la majeure partie des anarchistes français étaient en dehors de la CGT.

En Italie, au contraire, le processus de décantation du syndicalisme, accéléré par l'élimination presque complète des « théoriciens » d'extraction

¹³⁸ **Note du traducteur.** – En 1913, les délégués d'organisations syndicalistes révolutionnaires de presque tous les pays européens et d'autres pays s'étaient réunis à Londres afin de créer une nouvelle Internationale ouvrière dans l'esprit de l'Association internationale de travailleurs de 1864. La CGT française ne participa pas à cette initiative parce qu'elle s'efforçait alors d'engager le débat avec les social-démocrates allemands sur une action commune en cas de déclenchement d'une guerre, et elle craignait que sa participation à cette initiative soit mal perçue par les représentants allemands qui voyaient des anarchistes partout. Dans cette affaire, il ne s'agissait pas de savoir s'il fallait être réformiste ou révolutionnaire, mais si on allait réussir à empêcher la guerre ou non. Or le seul interlocuteur avec lequel il était impératif de discuter, à ce moment-là, c'étaient les représentants du mouvement ouvrier allemand. La CGT avait fait d'innombrables tentatives afin de mettre au point avec les syndicalistes et la social-démocratie d'Outre-Rhin une riposte en cas de guerre, sans succès. Sans doute les dirigeants de la CGT se faisaient-ils des illusions, encore une fois, mais fallait-il pour autant refuser de tenter le coup ?

¹³⁹ M. Pierrot, *La CGT et les révolutionnaires*, in « Les Temps Nouveaux », 27 septembre 1913.

¹⁴⁰ « Les Temps Nouveaux », *Notre Congrès*, in « Les Temps Nouveaux », 23 août 1913.

¹⁴¹ A. Rosmer, *Il sindacalismo francese e le menzogne di Cesare Alessandri*, in « L'Internationale », 27 septembre 1912. Ainsi écrivait Rosmer, se référant à la Conférence du 14-15 juillet : « Les anarchistes qui parlent ainsi (les critiques de « Les Temps Nouveaux ») étaient sans doute de bonne foi ; mais la plus grande partie d'entre eux ne sont pas dans la CGT. Ils sont en dehors de la CGT parce qu'ils ne sont pas ou ne peuvent pas être syndicalistes. » L'attaque cependant était principalement dirigée contre Cesare Alessandri, correspondant parisien de « Avanti ! », qui avait parlé de « syndicalisme français à la dérive », désormais corporatif et contraire à la grève générale, v. *La crisi del sindacalismo francese*, dans « Avanti ! », 21 août 1913 et *Lettere Parigine* du 1, 25, 27 septembre 1913

sorélienne échoués dans les ornières de la guerre libyenne, et par la poussée autonome de larges couches du prolétariat, étrangères aux projets réformistes de la CGDL, avait conduit à la création de l'Union syndicale, dont la formation avait été très proche de celle de la CGT à ses débuts. Mais avec deux éléments en sa faveur, par rapport à l'organisation française : le fait de ne pas être unitaire et de ne pas avoir par conséquent de composantes « arriérées », et de naître à un moment d'extrême radicalisation du conflit de classe, à l'intérieur de tensions en mesure de produire des moments insurrectionnels (comme la « semaine rouge »). La succession menaçante de longs conflits du travail, au cours de l'année 1913, culminant dans la grève générale nationale d'août (qui s'est d'ailleurs terminée par un échec) servit sans aucun doute de « ciment » entre les diverses forces révolutionnaires.

Même en Italie, malgré l'unité d'action, des motifs de dissension ne tardèrent pas à émerger, surtout vers le milieu de l'année, à partir du retour de Malatesta et de la sortie de « Volontà ». Déjà en juin, Libero Merlino polémiquait avec les « excellents compagnons » qui s'étaient « jetés la tête la première dans le mouvement syndical »¹⁴², et en juillet il écrivait, en conclusion d'une polémique avec Borghi : « Syndicalisme, action directe, de belles choses ; syndicalistes, rien d'autre que réformistes revus et corrigés ; aucun courage, aucun révolutionnarisme ! Pourquoi ? ... Parce qu'ils n'ont pas d'idéalité, parce qu'ils ne sont pas... anarchistes »¹⁴³. En même temps, Felice Vezzani envoyait de Paris une correspondance dans laquelle il accusait la CGT de tendances centralisatrices et de « mesquin corporatisme »¹⁴⁴, et Malatesta répétait ses vieilles critiques contre le

¹⁴² L. Merlino, *Esperimento sindacalista*, in « Volontà », 22 juin 1913.

¹⁴³ L. Merlino, *A proposito d'un esperimento sindacalista*, in « Volontà », 6 juillet 1913. Au premier article de Merlino, A. Borghi avait répondu, *Per lo sciopero di Milano*, in « Volontà », 20 juin 1913. Dans cet article, Borghi écrivait : « Je crois en la nécessité pour la révolution sociale d'un mouvement syndicaliste, qui est déjà florissant en France, et très prometteur en Espagne et dans certains pays d'Amérique latine (du fait de la présence de nos compagnons, en grande partie). Cela habilite le prolétariat à *faire par soi-même* et je pense que si le syndicalisme *ne suffira pas à la révolution*, il sera cependant en mesure (s'il se conduit selon des critères libertaires) à empêcher la déviation de la révolution, et il doit en tout cas devenir *suffisant à lui-même* pour les fins immédiates de conquêtes *directes* que le prolétariat se propose et que nous *opposons* à l'action parlementaire. »

¹⁴⁴ F. V(ezzanti), *La Conferenza sindacalista di Parigi*, in « Volontà », 10 août 1913.

syndicalisme¹⁴⁵, un syndicalisme dont Alceste De Ambris donnait, dans son discours postélectoral du 8 novembre¹⁴⁶, la plus claire et synthétique définition (« Le syndicalisme n'est pas pour moi seulement un moyen pour obtenir des améliorations immédiates ou une sorte de réserve dans laquelle se puisent les forces de la révolution. Il est au contraire en même temps l'instrument unique et la fin logique de la révolution sociale... la cellule première de la société future »¹⁴⁷).

Il y avait, indubitablement, une nette différence de ton, de mesure et de qualité entre les critiques que Malatesta adressait au syndicalisme et les accusations que les Français et Bertoni lançaient à la CGT¹⁴⁸. Le désaccord malatestien ne portait pas tant sur la pratique des organisations syndicalistes que sur une conception particulière du syndicat, de la grève générale, de la révolution. Intervenant au congrès milanais de l'USI¹⁴⁹, juste après le rapport de Borghi sur la grève générale, Malatesta réaffirmait sa confiance dans la possibilité de l'« activité ouvrière... à changer les systèmes

¹⁴⁵ V. *Sul sindacalismo*, in « Volontà » 20 juillet 1913 : *Un problema di libertà nelle organizzazioni operaie*, in « Volontà » 27 juillet 1913 ; *Gli anarchici e le leghe operaie (Ancora sul sindacalismo)* in « Volontà », 20 septembre 1913 ; *Insurrezione e evolucionismo*, in « Volontà », 11 novembre 1913.

¹⁴⁶ Alceste De Ambris, exilé à Lugano (après la parenthèse brésilienne) à la suite de la répression qui avait suivi la grève générale de Parme en 1908, accepta la candidature antiparlementaire qui lui fut offerte par certains cercles démocratiques et mazziniens de Parme, et fut élu député. Son élection a été la source de polémiques. Bertoni l'avait durement critiqué, le comparant à Briand, alors que les syndicalistes français l'avaient défendu. (V. P. Monatte, *Assimilé à Briand*, in « La Vie ouvrière », 5 février 1914). Même le groupe des « Temps Nouveaux » avait, dans ce cas spécifique, désapprouvé l'aigreur de Bertoni, v. J. Guérin, A. Girard, *Une opinion*, in « Les Temps Nouveaux », 28 février 1914. Malatesta, avant les élections, avait pris sereinement position, rappelant qu'Alceste De Ambris n'était pas anarchiste et qu'il était impossible, en Italie, de trouver une ligne syndicaliste unitaire (V. *Sindacalismo elettorale*, in « Volontà », 25 octobre 1913).

¹⁴⁷ A. De Ambris, *Un antiparlamentarista ai suoi elettori*, in « L'Internazionale », 15 novembre 1913. Repris dans « La Vie ouvrière », 20 novembre 1913.

¹⁴⁸ Parallèlement au groupe des « Temps Nouveaux », Bertoni reprit sa campagne contre la CGT, dénonçant son « image réformiste qui se cache derrière la phraséologie révolutionnaire ». V. *Socialisti e sindacalisti*, in « Il Risveglio », 4 octobre 1913.

¹⁴⁹ Le congrès se tint à Milan, du 4 au 7 décembre 1913. Pour le compte rendu du congrès, voir les numéros du 13 décembre 1913 de « L'Internazionale » et de « L'Avanguardia ».

bourgeois », reprenant la vision d'un syndicat non comme « organisme de conspiration et de combat » mais comme élément de propagande révolutionnaire destiné à attirer dans son sein tout le peuple souffrant »¹⁵⁰. Et, bien que manifestant une forte sympathie pour l'Union syndicale, dans laquelle il invitait les anarchistes à entrer, il répéta, un peu plus tard : « nous... ne sommes pas syndicalistes. Nous ne le sommes pas parce que nous ne croyons pas que le syndicat ouvrier suffise à résoudre la question ouvrière »¹⁵¹.

En définitive, c'était encore l'autosuffisance syndicale (que l'USI s'était appropriée, marginalisant complètement les tendances partidaires) qui constituait l'obstacle principal. Ce furent Giovanni Bitelli et Livio Ciardi qui répondirent à l'insistance de Malatesta sur la séparation entre « lutte économique » et « lutte politique ». Et tandis que le premier lui reprochait de se rapprocher des thématiques du socialisme « mussolinien »¹⁵², le second niait que les « partis subversifs » puissent développer des « mouvements de classe » parce qu'ils ne coïncidaient pas avec la classe et en limitaient la fonction à l'« œuvre de propagande ou de démocratie »¹⁵³. La réponse de Malatesta mit en revanche en lumière « la tendance qu'ont les mouvements ouvriers à se modérer à mesure qu'ils s'étendent et à déboucher, s'ils restent toujours des mouvement ouvriers, dans le corporatisme égoïste et dans le coopérativisme boutiquier », d'où « l'importance, la nécessité des groupes d'idées, des partis »¹⁵⁴.

Indépendamment du débat en cours, et revenant aux réserves exprimées par Malatesta lors du congrès de l'USI et dans les articles explicatifs qui ont suivi, Guillaume publia au même moment dans *La Bataille syndicaliste*¹⁵⁵ un article partiellement repris de « L'Internationale », dans lequel il considérait comme désormais historiquement dépassée « la conception » de

¹⁵⁰ V. compte rendu de congrès cité.

¹⁵¹ E. Malatesta, *Gli anarchici e i sindacati operai*, in « Volontà », 20 décembre 1913.

¹⁵² G. Bitelli, *Barricate e lotta economica. Risposta ad Errico Malatesta*, in « L'Internazionale », 1^{er} juillet 1914.

¹⁵³ L. Ciardi, *Barricate e lotta economica. Risposta ad Errico Malatesta*, in « L'Internazionale », 1^{er} janvier 1914.

¹⁵⁴ E. Malatesta, *Movimento economico e sindacalismo. A Livio Ciardi*, in « Volontà », 24 janvier 1914. V. aussi *Barricate e lotta economica. Replica a Giovanni Bitelli*, in « Volontà », 10 janvier 1914.

¹⁵⁵ J. Guillaume, *Le syndicalisme italien. De Ambris et Malatesta*, in « La Bataille syndicaliste », 9 janvier 1914, repris partiellement dans « L'Internationale », 24 janvier 1914 (Quel che dicono di noi. L'intesa rivoluzionaria).

Malatesta « qui remonte au temps où les valeureux combattants de l'Internationale italienne se trouvaient en présence d'un prolétariat impuissant encore à s'organiser », par rapport à la « conception plus moderne » exprimée par De Ambris dans son discours postélectoral du mois de novembre précédent. Au même moment, cependant, il déclarait qu'il était « réellement réconfortant de voir en Italie l'esprit de fraternité et de cordiale entente » entre tous les militants, « ce que Tcherkesoff... définissait si bien comme "le vrai socialisme populaire" »¹⁵⁶.

L'affrontement aurait pu continuer ainsi sur la voie habituelle de l'opposition théorique, si l'intervention de Bertoni n'avait servi de détonateur. En janvier 1914 (le 26 et le 28), lors de deux conférences à Paris, Bertoni reprenait le fil du discours tenu quatre années auparavant. Mais avec un élément supplémentaire : une attaque contre Bakounine. Déjà à la fin de novembre 1913, après la publication de « La Politique de l'Internationale » par « La Vie ouvrière », il avait exprimé une forte perplexité aussi bien sur l'opération éditoriale¹⁵⁷ que sur le texte, dans lequel il retrouvait « en germes les erreurs que nous reprochons au syndicalisme... notamment cette idée que la pratique syndicale doit amener les travailleurs à une conception révolutionnaire »¹⁵⁸. A Paris, le Tessinois reprenait les accusations contre la « dangereuse erreur » bakouninienne qui avait conduit au non moins périlleux « automatisme syndical »¹⁵⁹.

C'est Borghi qui, dans sa brochure *Fernand Pelloutier dans le syndicalisme français*, avait parlé d'« automatisme », et plus précisément

¹⁵⁶ Guillaume citait une lettre de Tcherkesoff que lui-même avait publiée dans « La Bataille syndicaliste » du 7 janvier 1913. « Dis-leur (aux cégétistes) – écrivait Tcherkesoff – de ma part qu'ils ont réalisé le rêve de Proudhon... et ont trouvé la vraie forme d'un socialisme populaire. En restant fidèles à leur programme, ils vont accomplir quelque chose de plus grand que la Commune et l'Internationale. » Parallèlement, Tcherkesoff exprimait sa sympathie pour le syndicalisme révolutionnaire dans l'article *Syndicalism : a working-class conception of socialism*, in « Freedom », january-march 1913.

¹⁵⁷ Ce qu'écrivait « La Vie ouvrière » du 20 mai 1914 (*Le Centenaire de Bakounine*), à la suite des accusations de Bertoni, est intéressant : « Nous n'avons cependant poursuivi aucun dessein machiavélique ou ténébreux en réimprimant en brochure les articles de *La Politique de l'Internationale*. Nous avons été frappés, en lisant cette étude de Bakounine, de son actualité. »

¹⁵⁸ V. « Le Réveil », 29 novembre 1913

¹⁵⁹ L. Bertoni, *Notre syndicalisme*, in « Le Réveil », 7 et 21 février 1914.

d'« automatisme des intérêts guidés par l'instinct »¹⁶⁰. Il y avait même opposé l'« ouvriérisme libertaire » de Bakounine « à l'anarchisme doctrinaire et philosophique »¹⁶¹.

Bertoni reprit la terminologie de Borghi et bien vite la polémique éclata. Automatisme ou idéalisme ? Et Bakounine était-il réellement pour l'« automatisme » ? Confirmant implicitement cette thèse, « La Vie ouvrière » publia un article anonyme (mais de Guillaume) dans lequel était reproduit un extrait de *Fragment formant une suite à L'Empire knouto-germanique*, sous le titre extrêmement significatif de *La pratique syndicale engendre une conception révolutionnaire*¹⁶². Le 13 février, Guillaume signait dans « La Bataille syndicaliste » une dure attaque contre Bertoni et Wintch, les accusant d'agir comme éléments de désagrégation contre les forces ouvrières organisées, et il déclarait, de manière provocatrice, que sur la question de l'« automatisme », il pouvait compter sur l'appui de tous les internationalistes survivants (Malatesta et Kropotkine compris)¹⁶³. L'article, écrit – comme l'expliqua Guillaume à Monatte¹⁶⁴ – pour « obliger Kropotkine et Malatesta à sortir de leur sérénité de dieux d'Épicure vivant dans les intermondes », fit de l'effet.

Mais si Kropotkine se dissocia, prenant par lettre¹⁶⁵ la défense de Bertoni, Malatesta ne semblait pas disposé à porter le champ de la confrontation sur le plan privé. A ce moment-là, précisément, « Volontà » accueillait un autre débat contradictoire, entre Borghi et Malatesta cette fois, toujours sur le thème de l'« automatisme » et de l'« idéalisme ». Borghi, cité brièvement dans la réplique à Ciardi¹⁶⁶, avait pensé opportun de clarifier sa propre position qui, quoique ouverte à une synthèse des deux termes (« automatisme ou idéalisme ? Je réponds : l'un s'il est soutenu par

¹⁶⁰ A. Borghi, *Fernand Pelloutier nel sindacalismo francese*, Coop. Tip. Azzoguidi, Bologna 1913, avec une lettre de présentation de Georges Yvetot, p. 43.

¹⁶¹ A. Borghi, *op. cit.* p. 30.

¹⁶² *Les prétendues erreurs du syndicalisme*, in « La Vie ouvrière », 5 février 1914.

¹⁶³ J. Guillaume, *Wintch et Bertoni dénoncent les « erreurs du Bakounine et du syndicalisme »*, in « La Bataille syndicaliste », 13 février 1914.

¹⁶⁴ Lettre citée dans Vuilleumier, *L'anarchisme et les conceptions de Bakounine*, cit. p. 514.

¹⁶⁵ *Ibidem*, p. 516.

¹⁶⁶ En fait Malatesta, dans la réponse citée à Ciardi, écrivait : « Si d'un côté sont vrais les effets révolutionnaires de la lutte économique dont parle Ciardi et que l'ami Borghi appelle automatiques... »

l'autre »¹⁶⁷), était sensiblement plus proche de celle de Guillaume : « Je trouve que Malatesta s'écarte de vos idées plus que je ne m'en écarte », écrivit-il en effet au Jurassien désormais septuagénaire¹⁶⁸.

Borghesi s'adressa ainsi à Malatesta :

« Il persiste peut-être entre nous une manière différente et un degré différent d'appréciation des fonctions des noyaux d'idées (...) : ceux-ci doivent-ils vivre au profit du noyau de classe et ce dernier au contraire ne doit-il pas se voir accorder toute l'initiative des premiers ? Le centre d'action du prolétariat, démolisseur aujourd'hui et reconstruteur demain, doit-il être le noyau politique d'idée ou le noyau syndical de classe ? Il y a peut-être un degré différent d'appréciation de la théorie du matérialisme historique, que selon moi tu oublies trop, peut-être par réaction contre les excès de l'anarchisme du passé qui, sur cette théorie contient, plus marxiste que Marx, tout l'anarchisme : sur ce point je me sens plus proche du bakouninisme ; autant qu'il semble que toi, tu t'en éloignes »¹⁶⁹.

L'intervention suivante de Malatesta n'était pas, cependant, dirigée contre Borghi (avec lequel il minimisait les contrastes, en tant qu'anarchiste) mais contre Guillaume. Se déclarant complètement d'accord avec Bertoni, il était surpris par le « ton rude » de la polémique. « Guillaume, poursuivait-il, semble scandalisé qu'on ose trouver une erreur dans une phrase de Bacunin (*sic*) et il est scandalisé au point de perdre sa sérénité et de prendre Bertoni pour un ennemi de l'organisation ouvrière... Qu'il me soit permis de contester Bacunin ». Et à propos de l'automatisme, il se demandait : « Mais est-il vrai que Bacunin croyait aux conséquences automatiques de la lutte économique ? ... Ne serait-il pas plus près de la vérité de dire que Bacunin et ses amis considéraient les ligues de résistance, l'Internationale et l'ensemble du mouvement ouvrier comme un moyen d'atteindre un objectif plus haut et plus général. Et alors on verrait que dans cette affaire, pour nous qui voulons, par une action consciente, imprimer au mouvement ouvrier la direction qui nous semble la meilleure, Bacunin est contre ceux qui croient aux miracles de l'automatisme et aux vertus innées des masses laborieuses ».

Même Malatesta trouvait chez Bakounine une contradiction, mais sur un autre point. Il était selon lui inadmissible qu'on accepte l'idée d'une solidarité d'intérêts naturelle, spontanée à l'intérieur du prolétariat, alors que

¹⁶⁷ A. Borghi, *A proposito di sindacalismo, Automatismo o idealismo ? Idealismo o spiritualismo ?* in « Volontà », 7 février 1914.

¹⁶⁸ Lettre inédite de Borghi à Guillaume, Fonds Guillaume, Archives cantonales de Neuchâtel. Voir Appendice.

¹⁶⁹ A. Borghi, *Polemica sindacalista*, in « Volontà », 21 février 1914.

ce dernier avait besoin en définitive de quelque chose ou de quelqu'un qui la lui fasse connaître. Il ne réussissait pas à comprendre le sens d'une « solidarité qui s'ignore ». Quant au problème de la double organisation, il notait : « Bakounine espérait beaucoup de l'Internationale, mais il fonda cependant l'Alliance, qui était une organisation secrète... qui fut l'âme véritable de l'Internationale dans tous les pays latins. » Au contraire, « ce fut le fait que la minorité initiatrice et dirigeante était trop en avance sur la masse et ne sut pas maintenir séparées les fonctions mêmes de parti de celles du mouvement ouvrier, qui causa plus que toute autre chose la mort de l'Internationale »¹⁷⁰.

En même temps que l'article de Malatesta, sortait dans *Les Temps Nouveaux* une vibrante protestation de la part d'un groupe d'anarchistes parisiens, parmi lesquels Pierrot, Girard, Guérin, Goldschild, etc.¹⁷¹, sur l'interprétation donnée par Guillaume à la conférence de Berton, interprétation qui allait bien au-delà des intentions du Tessinois. Et Max Clair soulignait : « Pour James Guillaume, Bakounine semble une divinité : défense d'y toucher »¹⁷². Mais, pour le même Clair, le problème ne se limitait pas à la légitimité ou à la mise en cause de Bakounine, mais à l'usage incorrect qui avait été fait de quelques pages de Bakounine. En particulier dans le passage du « Fragment » reproduit dans « La Vie ouvrière », une phrase particulièrement importante avait été sautée. A la question de savoir si l'Internationale aurait dû ne s'occuper que de questions économiques, Bakounine répondit : « Cette préoccupation exclusive des intérêts seulement économiques, ce serait pour le prolétariat la mort »¹⁷³. La thèse de ceux qui tenaient les luttes ouvrières comme moyen de s'auto-réaliser, de trouver du sens et de tout représenter, était absolument arbitraire, par conséquent.

« Pour nous, concluait Clair, Berton est plus près de la pensée de Bakounine que son commentateur »¹⁷⁴. Jean Wintch était du même avis, qui dans l'article *Idéal ou automatisme syndical*, publié en avril-mai dans « Le Réveil », réaffirmait la nécessité de l'« idéal » comme donnée préexistante et non comme produit de l'action syndicale, rappelant comment Bakounine et

¹⁷⁰ E. Malatesta, *Dove mena il movimento operaio. Ricapitolando*, in « Volontà », 28 février 1914 (repris dans « Le Réveil », 7 mars 1914).

¹⁷¹ M. Clair, *Deux compréhensions du syndicalisme*, in « Les Temps Nouveaux », 21 février 1914. Dans l'article est reportée la protestation de quinze anarchistes.

¹⁷² *Ibidem*.

¹⁷³ *Fragment cit.*, in M. Bakounine, *Œuvres cit.*, p. 344.

¹⁷⁴ M. Clair, *Lecture de Bakounine. A propos d'un conflit*, in « Les Temps Nouveaux », 28 février 1914.

les principaux militants du syndicalisme révolutionnaire, de Schwitzguébel à Pelloutier, de Pouget à Griffuelhes, avaient reconnu « la nécessité de provoquer dans le milieu ouvrier un véritable “éveil psychique” »¹⁷⁵.

En réalité, à l'exclusion de Malatesta, tous semblaient effleurer le fond du problème. Malgré certaines nuances déterministes – « automatiques », disait-on alors – personne, parmi les syndicalistes, avait renoncé à cet aspect volontariste qui avait constitué un des traits particuliers du syndicalisme lui-même. Personne n'avait mis en doute l'importance des « minorités agissantes ». Se réclamer de l'« idéalisme » de Pouget ou de Griffuelhes ne faisait qu'embrouiller l'écheveau.

Le point clé était ailleurs. Les *élites* devaient-elles se développer à l'intérieur du syndicat, comme le voulait par exemple Guillaume, en être par conséquent le produit sélectionné, ou alors devaient-elles avoir une origine externe (comme le voulait Malatesta) et s'insérer ensuite dans la réalité du mouvement ? Et par-dessus tout, quels devaient en être les objectifs ? Comme l'a opportunément mis en relief Vuilleumier, « si (Guillaume) ne croyait pas beaucoup plus que Malatesta à la spontanéité des masses, s'il estimait lui aussi nécessaire la formation d'un noyau dirigeant, il ne le concevait pas autrement que sous la forme d'une réunion des meilleurs militants des syndicats. Ce regroupement ne pouvait s'opérer qu'officieusement, discrètement pour ne pas dire secrètement »¹⁷⁶.

Tout cela, du reste, ressortait clairement de la réponse de Guillaume à Malatesta. Tandis qu'il invitait ce dernier à ne pas confondre l'Alliance (dont il n'avait jamais fait partie, parce qu'elle avait été dissoute en 1869) avec la Fraternité internationale qui, fondée en 1866 par Bakounine, Fanelli et Friscia, avait été réorganisée deux fois, en 1869 et en 1872 (et qui devait être celle à laquelle Malatesta se référait), Guillaume déclara : « Je n'ai jamais consenti à faire partie de l'*Alliance*, organisation publique, dont la fondation fut une *erreur* », à laquelle Bakounine avait été poussé par les Français et les Italiens. Et il reconnaissait au contraire avoir été membre de l'organisation secrète internationale, réorganisée en février 1869, « entente intime et secrète entre les révolutionnaires ».

Guillaume, toutefois, ne se limita pas à ces précisions, mais élargissait le discours à la situation actuelle du mouvement italien et plus précisément à l'Union syndicale. Même l'USI, dans le sillage des « cégétistes », avait annoncé au début de 1914 la réédition des *Idées sur l'organisation sociale* de

¹⁷⁵ J. Wintsch, *Idéal ou automatisme syndical*, in « Le Réveil », 4 avril 1914.

¹⁷⁶ M. Vuilleumier, *L'anarchisme et les conceptions de Bakounine*, cit. p. 516.

Guillaume, avec le titre *Après la révolution*, revendiquant « l'honneur de réaffirmer ses origines dans l'Association internationale des travailleurs »¹⁷⁷. Et même à l'USI, comme dans la CGT, Guillaume reconnaissait « le droit de se considérer comme continuation naturelle de cette Association internationale des travailleurs dont Bakounine fut, en 1869-1872, le premier et l'ardent propagandiste en Italie »¹⁷⁸. Ce qui signifiait, comme Guillaume l'avait du reste amplement expliqué dans son article du 13 février, accepter avec De Ambris que le syndicat soit « l'instrument unique et la fin logique de la Révolution ». Constat inacceptable pour Malatesta et les anarchistes en général, comme celui qui faisait de l'USI la continuation de l'Internationale. « L'Internationale, selon Malatesta, fut ce qu'en firent les groupes d'idées et d'action, au programme préétabli, qui agirent en son sein »¹⁷⁹. « Anarchistes, nous voulons faire de la propagande et profiter du mouvement ouvrier au bénéfice de notre cause ; mais nous ne voudrions pas que l'Union se déclare anarchiste parce qu'alors ce ne serait qu'un double inutile du parti anarchiste »¹⁸⁰.

Par-dessus tout, comme du temps de l'Internationale, les « groupes de gens d'idée (qui dès lors n'ont plus besoin d'être secrets) pour maintenir et pousser le mouvement dans la direction voulue » étaient indispensables¹⁸¹. L'identification du mouvement de masse avec le mouvement spécifique aurait alors enfreint la règle même de l'autonomie syndicale, de cette « neutralité » que Bakounine lui-même avait demandée pour l'Internationale.

Fabbri faisait suite à Malatesta. Convaincu que le syndicalisme ne pouvait même exprimer « la signification d'une fin à atteindre », il renversait intégralement les affirmations de Guillaume, lui rappelant que, le premier, il avait publié en Italie (après l'édition de Andrea Costa de 1877) « ce beau travail sur la *Réorganisation sociale* », « aux fins de propagande anarchiste ». Pour Fabbri, en somme, Guillaume était ou avait été anarchiste, « même si incidemment le nom ne lui plaît pas »¹⁸².

Mis au pied du mur par la provocation de Fabbri (entre-temps même Nettlau s'était aligné sur « Freedom », en faveur de l'interprétation que les

¹⁷⁷ *L'editrice nel 1914*, in *L'Internazionale*, 21 février 1914.

¹⁷⁸ J. Guillaume, *Intorno alla vecchia Internazionale*, in « Volontà », 14 mars 1914.

¹⁷⁹ Réponse de Malatesta à *Intorno alla vecchia Internazionale*, cit.

¹⁸⁰ E. Malatesta, *Ancora tra Guillaume e Malatesta*, in « Volontà », 21 mars 1914.

¹⁸¹ Réponse de Malatesta à *Intorno alla vecchia Internazionale*, cit.

¹⁸² L. Fabbri, *Anarchismo e sindacalismo*, in « Volontà », 2 mai 1914.

« bertonistes » donnaient de Bakounine¹⁸³), Guillaume découvrit entièrement ses cartes.

Dans son *Extraits d'une lettre à un anarchiste d'Italie*¹⁸⁴ publié dans « La Vie ouvrière », il parcourait les étapes de l'évolution de l'Internationale, soulignant ouvertement l'absolue autonomie des comportements ouvriers par rapport aux élaborations théoriques et niant, en définitive, la possibilité d'une transmission par la voie des organisations de ce qui, aujourd'hui, est défini comme la « mémoire de classe ». Omettant volontairement la part jouée par Pelloutier et par Pouget dans le transfert des instances libertaires et internationalistes dans les syndicats français et l'existence d'un *fil rouge* conscient entre Internationale et CGT, Guillaume soutenait : « Les principes de l'Internationale sont nés spontanément au sein des masses ouvrières ; et un quart de siècle après que l'Internationale était disparue, ils sont nés de nouveau, ces mêmes principes, en France, au sein de la CGT, *par la force même des choses*. Ils n'ont pas été transmis aux ouvriers de la CGT par des propagandistes qui auraient fait partie antérieurement de l'Internationale ; non, ils sont nés spontanément dans le cerveau de ces ouvriers, *qui ne savaient pas ce qu'avait dit et fait l'Internationale avant eux*. Et il en sera toujours ainsi, tant qu'il y aura un prolétariat : *la force des choses* reproduira toujours les mêmes résultats ». Et encore : « Quand notre ami Malatesta écrit : "L'idée de transformer la société... doit être apportée du dehors dans l'organisation ouvrière ; elle n'y naît pas plus spontanément et nécessairement que dans les autres groupements humains", – il commet une erreur d'observation, une erreur historique contredite par les faits. »

C'était donc au mécanisme historique de proposer de nouveau, spontanément, les conditions analogues et d'analogues ripostes de la part du prolétariat, la situation reproduisant « une identité de sentiments, d'aspirations et d'intérêts ». A ce point, il était assez difficile de concilier une telle vision avec celle de Bakounine qui, publique ou secrète, avait toujours insisté sur une organisation qui ne soit pas le simple porteur des événements. Et, en tout cas, qu'est-ce qui pouvait faire office de « filtre » révolutionnaire des *élites* ? Ou mieux, si ces *élites* devaient se développer à

¹⁸³ N., Michael Bakunin, in « Freedom », juin 1914, « I dissent from certain recent efforts to revindicate Bakunin almost exclusively as a syndicalist ». (Je suis en désaccord avec certains efforts récents qui revendiquent Bakounine presque exclusivement comme syndicaliste révolutionnaire. »

¹⁸⁴ J. Guillaume, *L'Automatisme*. *Extraits d'une lettre à un anarchiste italien*, in *La Vie ouvrière*, 20 juin 1914.

l'intérieur du syndicat, comment distinguer les meilleurs révolutionnaires sinon sur la base d'un code révolutionnaire, d'un « idéal », en somme ?

A ce point, il était évident que les étiquettes, les nominalismes ne servaient plus à rien. « Il y a autre chose dans le débat qu'une simple question de mots – concluait Guillaume, se référant en particulier à Fabbri. La différence entre nous est celle-ci : Vous pensez que le point de départ c'est l'*idéal* révolutionnaire et que la *lutte* du salarié contre le patron ne vient qu'après, comme conséquence de l'adoption de l'idéal ; je pense au contraire (...) que le point de départ c'est la *lutte* et que l'idéal vient après, s'élaborant dans les cerveaux à mesure que les incidents de la bataille sociale le font naître et se développer. »

L'éclaircissement définitif de Guillaume n'eut, de la partie italienne, aucune réponse. Entre-temps, la « Semaine Rouge » avait déjà été enregistrée en Italie dans la colonne des pertes du prolétariat italien. Les événements de juin, « impulsion populaire spontanée », comme « Volontà »¹⁸⁵ le mettait en lumière, avaient sombré dans l'impréparation et dans le manque d'objectifs réels, que la masse n'était pas en mesure de proposer spontanément. Ni les anarchistes, ni l'Union syndicale italienne avaient eu la force suffisante de généraliser l'agitation pour la transformer en un affrontement effectif contre l'État.

Aussitôt après la « Semaine rouge », la confiance même dans l'autosuffisance syndicale et dans l'autonomie de la classe ouvrière s'atténuait. Et émergeait la perspective communaliste de De Ambris (le « moins d'État »)¹⁸⁶ et la conscience, chez Corridoni, des limites d'un syndicat qui ne pouvait pas se suffire à lui-même¹⁸⁷. La guerre européenne, ensuite, aura ultérieurement approfondi la crise, rapprochant De Ambris et Guillaume de Kropotkine et Wintch dans l'adhésion au conflit, Malatesta et Bertoni de Monatte et Borghi dans l'opposition¹⁸⁸. De part et d'autre, l'« idéal » dans un sens ou de l'autre, finit par prévaloir.

¹⁸⁵ *Parlamentarismo riformista*, in « Volontà », 27 juin 1914.

¹⁸⁶ A. De Ambris, *La meta immediata*, in « L'Internationale », 4 juillet 1914.

¹⁸⁷ F. Corridoni, *Sindacalismo e repubblica*, écrit en 1915, mais publié de manière posthume en 1921 par la Coop. Op. Tip., Parme.

¹⁸⁸ **Note du traducteur.** – Dans la mythologie révolutionnaire, Monatte est opposé à Kropotkine pour avoir pris position contre la guerre. Il ne s'agit pas de minimiser ses mérites. Cependant, son action se limita, à ce moment-là, à démissionner du comité confédéral de la CGT pour protester contre les prises de position de celle-ci – ce qui n'est déjà pas si mal, car cette démission le priva du privilège, en tant que militant syndicaliste, de ne pas être appelé sous les drapeaux.

* * * * *

Au même moment, précise Colette Chambelland, autrice d'une biographie de Pierre Monatte, celui-ci « passa devant un conseil de révision et fut versé dans le service armé. En janvier 1915, il rejoignit le 252^e régiment à Montélimar où il resta un an avant de partir pour le front où il fit la guerre en premières lignes et où il fut même décoré pour faits de guerre. » (Je souligne.) Il était contre la guerre, mais il la fit et fut décoré pour cela. Gaston Leval, pour prendre un autre exemple, déserta, et le paya presque toute sa vie.

Postface

« Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme », de Maurizio Antonioli, fut écrit à l'occasion du colloque international d'études bakouniniennes qui célébrait le centenaire de la mort de Michel Bakounine. L'événement eut lieu à Venise du 24 au 26 septembre 1976, à l'initiative des Gruppi Anarchici Federati sous le patronage de l'Association culturelle libertaire « A. et B. Carocari ».

Le texte de Maurizio Antonioli présente l'intérêt décisif d'aborder les problèmes qui se posèrent aux militants qui se réclamaient, au début du XX^e siècle, de la postérité de l'AIT, de la Fédération jurassienne et du révolutionnaire russe. Il met en lumière la coupure qui se forma au sein de cette postérité, mais qui était déjà perceptible vers la fin de l'Internationale avec la constitution d'un courant que je désigne comme « proto-syndicaliste révolutionnaire » et d'un courant « proto-anarchiste »¹⁸⁹. L'opposition entre ces deux courants, on la perçoit dans l'ouvrage monumental de James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, mais en filigrane, car le compagnon de Bakounine reste discret.

Avec les syndicalistes, il y a James Guillaume, Bakounine (mais sur ce point on pourra diverger...), la fédération espagnole et pour un temps la fédération belge ; avec ceux qu'on commence à désigner comme anarchistes, il y a Pierre Brousse, Andrea Costa, mais aussi Malatesta, Cafiero, etc. Cette confrontation allait conduire à ce que je désigne comme une « rupture » avec le bakouninisme.

A l'occasion des rencontres internationales sur l'anarchisme tenu à Saint-Imier en août 2012, j'avais rédigé un texte qui tentait de montrer que le congrès qui s'était tenu dans la même ville en 1872 n'était pas, contrairement à ce qu'on affirme, l'« acte de naissance » de l'anarchisme. Une telle affirmation est en effet anachronique. Après que Bakounine et James Guillaume furent exclus de l'Internationale, à La Haye, la quasi-totalité des fédérations désavouèrent les décisions qui avaient été prises et le congrès de Saint-Imier fut en quelque sorte la manifestation de ce désaccord,

¹⁸⁹ Voir : René Berthier, *La rupture avec le bakouninisme et la fin de l'AIT « anti-autoritaire »*, p. 226.

http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/LA_RUPTURE_AVEC_BAKOUNINE_16-06-2013_.pdf

puisqu'il fut soutenu par lesdites fédérations, qui n'était pas toutes sur les positions de la Fédération jurassienne : certaines d'entre elles étaient ouvertement en faveur de la conquête du pouvoir par les élections. La reconstitution de l'Internationale à La Haye se fonda sur le principe que chaque fédération avait la possibilité de choisir sa propre voie pour l'émancipation des travailleurs, *y compris* la voie électorale. Il n'y a aucune ambiguïté sur ce point. On ne peut donc *en aucun cas* dire que le congrès de La Haye fut « l'acte de fondation de l'anarchisme ».

Certes, il y avait, dans la Fédération jurassienne, des militants qui étaient sur des positions « anarchistes », opposés à la stratégie parlementaire. Mais l'AIT dite « anti-autoritaire » fondée à Saint-Imier n'était pas anarchiste, elle était « anti-autoritaire » *précisément* parce qu'elle n'avait pas de programme obligatoire et que pouvaient cohabiter des fédérations qui avaient fait des choix différents, *y compris* parlementaires, mais qui s'entendaient sur l'exigence de solidarité ouvrière internationale.

Les fédérations anglaise et hollandaise qui ont soutenu la Fédération jurassienne après La Haye, disparaissent de la circulation. On n'entend plus parler d'elles. Il ne semble pas que les raisons de ce désengagement aient été étudiées. Il est possible que les divisions croissantes entre « syndicalistes » et « anarchistes » aient contribué à leur départ. Il est clair en tout cas, que la fédération belge, qui avait joué un rôle décisif dans l'Internationale, quitte celle-ci pour ne pas avoir à arbitrer ce conflit.

Que s'est-il passé ?

Il s'est littéralement produit une rupture avec les principes que Bakounine avait élaborés. Selon lui, l'Internationale devait conserver son caractère d'organisation de masse : les travailleurs ne devaient pas y adhérer sur la base d'une idée, d'un programme, mais sur la base de la défense de leurs intérêts matériels. Le révolutionnaire russe estimait que le mouvement ouvrier international n'était pas parvenu à un degré de développement homogène et qu'il faudrait de longues années de débats internes pour parvenir à cette homogénéité. En attendant, il fallait encourager ces débats, mais empêcher à tout prix l'imposition d'un programme unique pour l'Internationale – projet que Bakounine attribuait à Marx.

Or, après La Haye, le courant « anarchiste » va s'efforcer de remettre en cause ces principes, il va finir par imposer à l'AIT un programme unique, le programme anarchiste, c'est-à-dire qu'il va réaliser ce que Bakounine avait tenté à tout prix d'empêcher. Il va littéralement faire ce que Bakounine et ses camarades reprochaient à Marx de vouloir faire et transformer ce qui restait de l'AIT en organisation « autoritaire », avec un programme unique. Du

coup, l'AIT disparaît, il ne restera plus que la Fédération jurassienne qui se transformera en groupe anarchiste affinitaire. Le même phénomène surviendra 35 ans plus tard : Maurizio Antonioli révèle en effet « l'apparition des premières fissures sérieuses entre syndicalistes et anarchistes » à partir de 1909 après une période pendant laquelle tout le monde semblait se reconnaître dans la filiation avec Bakounine. Curieusement, c'est aussi l'époque où la CGT entre en crise et où elle aurait eu bien besoin de l'apport de militants confirmés.

L'histoire que Maurizio Antonioli décrit commence, en quelque sorte, là où celle que je viens sommairement d'évoquer finit. « Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme » montre avec beaucoup de pertinence comment syndicalistes et anarchistes, après un temps de latence, après une véritable rupture de continuité d'environ vingt ans, vont tenter de se réapproprier l'héritage de la Fédération jurassienne et celui de Bakounine. Ces vingt années ont largement contribué à éroder l'histoire, à la déformer et à faire tomber dans l'oubli certains points théoriques importants.

Maurizio Antonioli montre le rôle décisif que James Guillaume joua dans cette réappropriation de l'héritage par les deux courants. En effet, dans un premier temps, ils semblent d'accord pour souligner le fait que Bakounine ait été un précurseur du syndicalisme révolutionnaire : il y a alors, dit Maurizio Antonioli, « une continuité politique idéale entre Bakounine et le syndicalisme ». Peu à peu cependant, on voit qu'ils évoluent d'une manière qui va les conduire à se confronter. Le syndicalisme révolutionnaire se trouve dans ce que Maurizio Antonioli appelle une « logique d'absorption », assumant à la fois la fonction d'organisation de masse et d'organisation spécifique. Il est accusé d'avoir des tentations « impérialistes », selon l'expression de Marc Pierrot, et les anarchistes vont reprocher au syndicalisme révolutionnaire de ne laisser aucune place à l'organisation fondée sur un « idéal », c'est-à-dire à l'organisation politique.

Cette confrontation, Maurizio Antonioli la décrit avec beaucoup d'érudition. Il évoque en outre un débat central qui a touché l'ensemble des mouvements dont le projet était l'émancipation de la classe ouvrière : celui des relations entre organisation de masse et organisation politique, lutte économique et lutte politique. On s'aperçoit alors que chez les uns et les autres, les leçons de Bakounine ne semblent pas avoir été retenues.

Dans la théorie de l'organisation qu'élabore Bakounine au fil de l'observation attentive qu'il fait du mouvement ouvrier, il parvient à la

conclusion que les travailleurs doivent constituer une organisation internationale de masse pour lutter contre le système capitaliste. Pour parvenir à constituer cette organisation, il ne faut pas commencer par exposer de grands principes théoriques, il faut s'adresser au prolétariat « non avec des idées générales et abstraites, mais avec la compréhension réelle de ses maux réels »¹⁹⁰. Dans une lettre à Celsio Ceretti¹⁹¹, Bakounine écrit que « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu'elles y sont poussées par des puissances, – à la fois intérêts et principes –, qui émanent de leur propre vie, et que des abstractions nées en dehors de cette vie ne pourront jamais exercer sur elles cette action. »

Il ne s'agit donc pas de rassembler les travailleurs sur la base d'une idée, ou plus précisément sur la base d'un programme politique. Il faut que les travailleurs, quelles que soient leurs conceptions religieuses, politiques, etc. se rassemblent pour lutter contre le capital aussi bien dans un combat immédiat visant à améliorer leurs conditions de travail, que dans le combat définitif qui abattra le capitalisme. La « lutte solidaire des ouvriers contre les patrons », dit Bakounine, et le combat pour « la diminution des heures du travail et l'augmentation des salaires »¹⁹² font partie du combat de la classe ouvrière pour son émancipation. La lutte revendicative constitue en quelque sorte un entraînement.

« La grève, c'est la guerre », dit encore Bakounine, elle « jette l'ouvrier ordinaire hors de son isolement, hors de la monotonie de son existence sans but », elle le réunit aux autres ouvriers, dans la même passion et vers le même but » ; elle « convainc tous les ouvriers de la façon la plus saisissante et directe de la nécessité d'une organisation rigoureuse pour atteindre la victoire »¹⁹³. L'idée de la grève comme mode d'éducation de la classe ouvrière à l'action révolutionnaire sera reprise par les syndicalistes révolutionnaires du début du siècle à travers ce que Pouget appelait la « gymnastique révolutionnaire » : c'est, dit encore Pouget, « ...la meilleure des gymnastiques, car elle habitue à la solidarité et à l'initiative ».

La grève s'inscrit dans une stratégie graduelle articulée sur une « progression cumulative où les luttes partielles sont comprises comme un entraînement à l'affrontement général et où les améliorations obtenues par

¹⁹⁰ Bakounine, *Protestation de l'Alliance*.

¹⁹¹ 13-27 mars 1872.

¹⁹² *La Politique de l'Internationale*, in M. Bakounine, *Œuvres*, pp. 176, 197.

¹⁹³ *Le Père Peinard*, n° 45, 12/01/1890, p. 11.

l'action sont comme une préfiguration de la société à construire »¹⁹⁴. Ainsi, Émile Pouget pouvait-il écrire en 1907 : « Au creuset de la lutte économique se réalise la fusion des éléments politiques et il s'obtient une unité vivante qui érige le syndicalisme en puissance de coordination révolutionnaire. » Selon Bakounine, encore, la plupart, prolétaires comme bourgeois, ne se laissent entraîner que par la logique des faits.

« Il est vrai qu'il y a [chez les travailleurs] une grande force élémentaire, une force sans aucun doute supérieure à celle du gouvernement et des classes dirigeantes pris ensemble ; mais sans organisation, une force élémentaire n'est pas une puissance réelle. C'est sur cet incontestable avantage de la force organisée sur la force élémentaire du peuple qu'est basée la puissance de l'État. » (...) « En conséquence la question n'est pas de savoir s'ils [les travailleurs] peuvent se soulever, mais s'ils sont capables de construire une organisation qui leur donne les moyens d'arriver à une fin victorieuse¹⁹⁵. »

La réalité de la pensée de Bakounine se trouve encore mieux exprimée dans un autre passage : « Le socialisme... ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté, cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants¹⁹⁶. »

On comprend, dès lors, que certains militants se réclamant de la postérité de l'AIT et de Bakounine en soient venus à développer la thèse de « l'automatisme », que Maurizio Antonioli analyse dans son texte. Il s'agit en somme de l'idée qu'il y a un déterminisme inéluctable qui conduit le travailleur engagé dans la lutte revendicative et quotidienne, vers la conscience révolutionnaire. Or ce n'est pas vraiment ce que Bakounine a dit, et l'auteur de « Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme » montre que certains militants de la période qu'il étudie, notamment Armando Borghi, s'étaient bien posé la question.

Il est sans doute fatal (malheureusement) que la pensée d'un auteur soit déformée et caricaturée par sa postérité. Il ne fait pas de doute que la pensée de Bakounine a été déformée, à la fois par le courant syndicaliste se

¹⁹⁴ J. Toublet, « L'anarcho-syndicalisme, l'autre socialisme ». « Mouvement social », n° 182, janvier 1907, p. 28.

¹⁹⁵ Cf. édition Maximoff, p. 367.

¹⁹⁶ « Lettres à un Français sur la crise actuelle », 1870.

réclamant de l'héritage de l'AIT, et par le courant anarchiste. Si le révolutionnaire russe dit bien que le point de départ de l'action révolutionnaire consiste dans la prise en compte des intérêts immédiats, des problèmes quotidiens du travailleur, il ne dit pas que cette prise en compte aboutit inévitablement à la conscience révolutionnaire. C'est là une condition *nécessaire*, mais pas *suffisante*.

Dans la vision de Bakounine, l'Internationale était constituée de deux structures fédérées entre elles : une structure « verticale » constituée de « sections de métiers » (l'équivalent des syndicats) et une structure géographique, ou interprofessionnelle constituée des « sections centrales » (l'équivalent des bourses du travail ou unions locales, ou en Italie des *Camere del Lavoro*). Les sections de métier étaient chargées de la lutte quotidienne. C'est là où les travailleurs se trouvaient confrontés le plus directement aux patrons et que, à travers la lutte et la pratique de la solidarité, ils prenaient conscience de l'opposition radicale entre Capital et Travail. D'où l'idée de l'« automatisme » attribuée à Bakounine. En fait, le débat dont Maurizio Antonioli nous relate les péripéties ne semble prendre en compte que la question des « sections de métier », c'est-à-dire l'activité strictement économique de la classe ouvrière, alors que les « sections centrales », c'est-à-dire interprofessionnelles, constituent en fait le cœur politique de l'AIT. Si on évacue toute réflexion sur les « sections centrales », on n'a évidemment pas de mal à reprocher à Bakounine et à l'AIT de prétendues carences en matière de réflexion politique.

Dans la conception bakouninienne de l'organisation, les « sections centrales » ne représentent aucune industrie particulière « puisque les ouvriers les plus avancés de toutes les industries possibles s'y trouvent réunis ». Ce sont en quelque sorte les bourses du travail ou, en langage d'aujourd'hui, des structures interprofessionnelles, l'équivalent des unions locales, qui représentent l'idée même de l'Internationale. Leur mission est de développer cette idée et d'en faire la propagande : l'émancipation non seulement des travailleurs de telle industrie ou de tel pays, mais de tous les pays. Pour Bakounine, ce sont des centres actifs où se « conserve, se concentre, se développe et s'explique la foi nouvelle ». On n'y entre pas comme ouvrier spécial de tel métier mais comme travailleur en général.

Le rôle de la section centrale est donc un rôle éminemment *politique*. Implantée dans la localité sur des bases géographiques, elle rassemble les travailleurs sans considération de profession afin de donner aux sections de métier une vision et des perspectives qui dépassent le cadre étroit de

l'entreprise. Elle permet, en premier lieu, à l'ensemble des travailleurs d'une localité d'être informés de leurs situations respectives et, éventuellement, d'organiser le soutien en cas de nécessité.

Bakounine affirme une correspondance entre ces deux processus, entre ces deux instances organisationnelles, et c'est leur synthèse qui constitue l'organisation de classe dans les formes qui lui permettront de constituer un substitut à l'organisation étatique. A ceux qui pensent qu'une fois leur mission accomplie – la création d'une puissante organisation – les sections centrales devraient se dissoudre, ne laissant plus que des sections de métier, Bakounine déclare que ce serait une grave erreur, car la tâche de l'AIT « n'est pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c'est en même temps et au même degré une œuvre éminemment politique » (*Protestation de l'Alliance*).

En d'autres termes, Bakounine ne limite pas l'organisation de masse des travailleurs à une simple fonction de lutte économique : en retirant à l'AIT ses sections centrales, on retirerait à l'organisation le lieu où peut se faire une élaboration politique, une réflexion indispensable des travailleurs sur les finalités de leur action. Unifiant dans un premier temps les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats, l'organisation de classe est aussi le lieu où s'élabore et où se met en œuvre la politique qui mènera à leur émancipation. Le fait a été largement établi que lorsqu'une bureaucratie syndicale, ou un parti politique entend renforcer son contrôle sur l'organisation syndicale, ils s'efforcent avec acharnement à liquider ou à réduire le rôle des structures interprofessionnelles¹⁹⁷.

En fait la charte d'Amiens ne fait que reprendre le programme de Bakounine :

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT :

« La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du [salarial](#) et du patronat.

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs

¹⁹⁷ Une expérience relativement récente (1970-1980) de processus de subordination des structures horizontales (géographiques) du syndicalisme par une direction syndicale est décrite dans « A propos de l'Alliance syndicaliste », Éditions No Passaran.

Cf. également <http://monde-nouveau.net/spip.php?article379>

en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : d'une part il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, et d'autre part, il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

« Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ».

L'importance donnée par Bakounine aux sections centrales dans sa théorie de l'organisation semble avoir échappé à de nombreux anarchistes, sauf évidemment aux syndicalistes révolutionnaires espagnols, dont Antonioli ne parle pas. Le débat entre « automatisme » (les travailleurs parviennent à la conscience révolutionnaire par la seule expérience des luttes) et « idéal » (les travailleurs ont besoin d'une intervention extérieure, politique, pour développer une activité révolutionnaire), serait pour Bakounine l'exemple même du faux débat.

L'étude de Maurizio Antonioli montre les plaintes formulées par les anarchistes contre les prétentions des syndicalistes révolutionnaires à l'hégémonie : on ne trouve rien chez Bakounine qui puisse justifier le slogan « le syndicat suffit à tout ». Bien au contraire. Selon le révolutionnaire russe, quel que soit le niveau d'exigence qu'on puisse avoir envers une organisation de masse comme l'AIT, il y a des limites à ce qu'on peut lui demander, limites liées précisément à son hétérogénéité :

« On ne peut commettre de plus grande faute qu'en demandant soit à une chose, soit à une institution, soit à un homme plus qu'ils ne peuvent donner. En exigeant d'eux davantage, on les démoralise, on les empêche, on les fausse, on les tue. L'Internationale, en peu de temps, a produit de grands résultats. Elle a organisé, et elle organisera chaque jour d'une manière plus formidable encore le prolétariat pour la lutte économique. Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique ?

« M. Marx pour l'avoir espéré a manqué d'assassiner l'Internationale par sa criminelle tentative de La Haye ¹⁹⁸. »

Il est clair que l'AIT – autrement dit l'organisation syndicale – ne peut pas « suffire à tout ». Il y a donc autre chose. Les militants anarchistes de la période étudiée par Maurizio Antonioli auraient pu se référer à l'Alliance bakouninienne, dont il est très peu question dans le texte, sauf lorsqu'elle est évoquée à juste titre par Malatesta et lorsque James Guillaume nous apprend qu'il refusa d'en faire partie – préfiguration, en quelque sorte, de l'idée selon laquelle le syndicat « suffit à tout ».

Or l'Alliance aurait pu servir de modèle pour l'organisation anarchiste spécifique dont on se plaint qu'elle n'est pas constituée à cause de l'hégémonie syndicale et de « l'absorption des énergies par le mouvement syndical » (Maurizio Antonioli). Les militants anarchistes de l'époque ne semblent pas tentés de s'y référer – ou alors en ignorent-ils l'existence ?

L'Alliance avait été dissoute et transformée en section de l'Internationale, elle n'était donc plus une « société secrète » mais il est évident que d'une certaine manière, elle existait quand même. C'est en tant que militant de l'Alliance que Fanelli se rend en Espagne en novembre 1868 pour y répandre les idées de l'Internationale.

¹⁹⁸ Bakounine, *Ecrit contre Marx*.

Dans les faits, si Bakounine pensait que les organisations clandestines étaient à l'occasion nécessaires, il leur accordait une importance toute relative. Ce point de vue est attesté par une lettre qu'il écrivit à Becker en 1869. Parlant justement de l'Alliance, il dit : « Tu sais mieux que moi que certaines existences imaginaires sont très utiles et qu'il ne faut pas les dédaigner du tout. Tu sais que dans toute l'histoire il y a, sur un quart de réalité, trois quarts au moins d'imagination, et que ce n'est pas la partie imaginaire qui a agi de tout temps le moins puissamment sur les hommes¹⁹⁹. »

Bakounine entendait bien plus diffuser ses idées par le canal de ses nombreuses relations personnelles que par l'intermédiaire de quelconques sociétés ésotériques. Arman Ross, sur ce point, fournit encore des indications intéressantes. Parlant des militants proches de Bakounine, il dit qu'il y avait là « un groupe de personnes qui concevaient les choses de la même manière et qui travaillaient pour une seule et même cause. Il nous arrivait d'appeler notre groupe "l'Alliance" tandis que Bakounine le nommait parfois "le sanctuaire" (...) Je répète une fois de plus que pendant mes six ou sept années de relations intimes avec Bakounine, Guillaume, etc., il n'y eut jamais rien entre nous qui pût donner l'impression d'une conjuration ou d'une société secrète²⁰⁰. » Ross ne nie pas qu'un groupe constitué ait existé, il nie son caractère secret.

Mais c'est probablement James Guillaume qui donne la définition la plus claire de la façon dont Bakounine concevait l'organisation des révolutionnaires :

« Ce qui me frappa surtout dans les explications qu'il [Bakounine] me donna, c'est qu'il ne s'agissait point d'une association du type classique des anciennes sociétés secrètes, dans laquelle on dût obéir à des ordres venus d'en haut ; l'organisation n'était autre chose que le libre rapprochement d'hommes qui s'unissaient pour l'action collective, sans formalités, sans solennité, sans rites mystérieux, simplement parce qu'ils avaient confiance les uns dans les autres, et que l'entente leur paraissait préférable à l'action isolée²⁰¹. »

On comprend cependant qu'il s'agit d'un groupe soudé, cohérent.

¹⁹⁹ Lettre à J. Ph. Becker du 4 décembre 1869. Cité par Ribeill, *Socialisme autoritaire ou libertaire ?* 10/18.

²⁰⁰ *Bakounine et les autres*, 10/18, p. 284.

²⁰¹ *Bakounine et les autres*, 10/18, p. 267.

L'Alliance, société « secrète » de Bakounine et de ses amis, n'était rien d'autre qu'un embryon de parti ou d'organisation spécifique dont la fonction était de regrouper les cadres révolutionnaires et de coordonner leur activité de propagande et d'organisation. A ce titre, l'Alliance était d'une réelle efficacité. Son plus grand titre de gloire est sans doute la création de la section régionale espagnole de l'AIT. En novembre 1868, Giuseppe Fanelli arrive en Espagne pour y répandre les idées de l'Internationale, et en particulier celles de Bakounine. En juin 1870 se tient à Barcelone un congrès dont les délégués représentent quarante mille travailleurs, lors duquel est constituée la fédération ouvrière régionale d'Espagne.

Cela donne une idée du rôle que pouvait jouer l'Alliance, organisation regroupant les militants révolutionnaires sur la base d'une idée et d'un programme.

En dehors de son action internationale, l'Alliance se consacrait à une activité militante élémentaire, consistant à inciter les ouvriers les plus démunis à s'organiser de manière autonome et à combattre les influences bourgeoises dans la classe ouvrière de Genève. Ainsi, en diverses occasions, le groupe des alliancistes a pu déjouer des manœuvres tentées par les radicaux bourgeois de Genève. Il va sans dire que cela ne fut rendu possible que par le fait que les bakouniniens constituaient un groupe cohérent et bien organisé. On ne se présente pas à une assemblée générale comme celle qu'organisait la Fabrique²⁰² sans s'être concertés au préalable. Mais cette activité visait à soustraire les ouvriers du bâtiment de l'influence des socialistes bourgeois et électoralistes, pas, comme tenta de le faire croire Marx, à « comploter » contre l'Internationale.

Il faut garder à l'esprit que les militants bakouniniens de l'époque n'avaient pas à l'esprit un schéma tout préparé d'organisation révolutionnaire, de regroupement de militants révolutionnaires : ils « essayaient les plâtres », en quelque sorte. Mais à l'examen, on peut déterminer les fonctions qu'assumait ce groupe : faire de la propagande, développer l'Internationale ; inciter les ouvriers à s'organiser ; agir pour garantir l'indépendance de l'organisation par rapport aux manœuvres de récupération. L'Alliance n'était donc pas une « fédération anarchiste communiste » avant la lettre, elle n'était pas non plus un groupe anarchiste

²⁰² La Fabrique genevoise désigne l'ensemble de la filière de l'horlogerie et de la bijouterie à Genève du début XVII^e à la fin du XIX^e. Elle faisait vivre 1/6 de la population de Genève. Les ouvriers de la Fabrique étaient les ouvriers qualifiés pénétrés par l'idéologie bourgeoise.

spécifique dans le sens où on l'entend aujourd'hui, elle était un groupe cohérent qui agissait de manière concertée à l'intérieur de l'organisation de masse.

Maurizio Antonioli montre bien que le problème de la constitution de la minorité révolutionnaire et de son rôle s'était posé au début du ^{xx}^e siècle : devait-elle être sélectionnée à l'intérieur du syndicat, comme le voulait James Guillaume, ou à l'extérieur, comme le voulait Malatesta ? Je pense que Bakounine aurait vu là un faux problème. La question n'est pas tant de savoir où ces élites se recrutent (dans le mouvement syndical ou en dehors) ni *qui* est recruté (des travailleurs ou des bourgeois transfuges de leur classe) mais quel type d'activité ces élites mènent. Il ne fait aucun doute, cependant, que Bakounine n'aurait jamais admis que ces élites *instrumentalisent* simplement le mouvement de masse au bénéfice de leurs idées, ce que Malatesta exprime en disant que « nous voulons faire de la propagande et profiter du mouvement ouvrier au bénéfice de notre cause »²⁰³, ou J. Mesnil en exigeant de « rester complètement anarchiste, dans les syndicats comme ailleurs »²⁰⁴, ou encore L. Merlino qui reproche aux anarchistes de s'être « jetés la tête la première dans le mouvement syndical »²⁰⁵, formulations qui suggèrent clairement l'extériorité totale des anarchistes par rapport au mouvement de masse.

La question du rôle des intellectuels, pour Bakounine, ne se pose pas en termes de *direction* mais de *collaboration*. Elle est en outre totalement dénuée d'illusion et de complaisance à l'égard aussi bien des socialistes bourgeois que des ouvriers embourgeoisés.

Les approches que Maurizio Antonioli évoque : celles de Malatesta, Mesnil et Merlino, se situent à cent lieues de celles du mouvement libertaire espagnol, qu'il ne faut certes pas mythifier mais qui reste exemplaire. On imagine très mal reprocher à un anarchiste espagnol de « se jeter la tête la première dans le mouvement syndical ». Je pense qu'il ne comprendrait tout simplement pas.

²⁰³ E. Malatesta, *Ancora tra Guillaume e Malatesta*, in « Volontà », 21 mars 1914 (Cité par Maurizio Antonioli).

²⁰⁴ J. Mesnil, *l'Esprit révolutionnaire*, in « Les Temps Nouveaux », 13 mars 1909. (Cité par Maurizio Antonioli.)

²⁰⁵ L. Merlino, *Esperimento sindacalista*, in « Volontà », 22 juin 1913. (Cité par Maurizio Antonioli.)

L'une des manifestations évidentes de l'« extériorité » des anarchistes français, suisses et italiens qu'analyse Maurizio Antonioli se trouve dans l'attitude de Malatesta par rapport à l'échec de la campagne de la CGT pour la journée de huit heures, en 1906 – campagne qui l'avait au début enthousiasmé. Maurizio Antonioli nous décrit la déception consécutive de Malatesta « sur les possibilités révolutionnaires du syndicalisme ». Imaginer qu'une revendication de l'ampleur de celle de la journée de huit heures en 1906 puisse être satisfaite en une seule fois, dès la première tentative, est extrêmement naïf et la déception de Malatesta fut sans doute à la mesure de sa naïveté. L'action syndicale revendicative implique une activité de tous les jours, obstinée ; elle exige de ne jamais lâcher prise.

Ce n'est qu'à la veille de la guerre, lors d'un congrès tenu en août 1913, que le mouvement anarchiste français révisera ses positions par rapport au syndicalisme. Dans un article commentant ce congrès, Francis Delaisi écrit : « Mais il est clair que cette "gymnastique révolutionnaire" ne saurait se faire de façon continue. Après tout mouvement d'ensemble, il faut une période de recueillement ; toute bataille, même victorieuse, laisse dans l'organisme des blessures qu'il faut panser, des pertes qu'il faut réparer si l'on veut reprendre ensuite un effort plus vigoureux ²⁰⁶ ».

L'extériorité du mouvement anarchiste se manifeste également dans l'incapacité de percevoir le lien (« dialectique », oserais-je dire...) qui peut exister entre action revendicative – identifiée au « réformisme » – et action révolutionnaire, les anarchistes n'étant censés se livrer qu'à des actes révolutionnaires, à l'exclusion de tout autre. Il est évident que dans ces conditions, les anarchistes n'ont pas grand-chose à faire dans les organisations de masse en dehors de la « propagande anarchiste » visant à recruter. Pour Merlino, les syndicalistes ne sont « rien d'autre que réformistes revus et corrigés » (...) « parce qu'ils ne sont pas anarchistes ».

Pour Marc Pierrot, il n'y a « aucune différence entre syndicalistes réformistes et syndicalistes révolutionnaires », parce que « les uns et les autres ne réclament que des réformes » ²⁰⁷. Ce qui suggère que les militants anarchistes qui, par hasard, militaient dans les syndicats ne devraient en aucun cas réclamer des réformes.

Loin de moi l'idée de vanter les mérites des bolcheviks russes, mais lorsque les dirigeants de la III^e Internationale eurent compris qu'il n'y aurait

²⁰⁶ *Les Temps Nouveaux*, 23 août 1913.

²⁰⁷ M. Pierrot, *La Conférence de Bertoni*. (Cité par Maurizio Antonioli.)

pas de révolution mondiale, ils réorientèrent leur stratégie et ordonnèrent aux communistes d'entrer dans les syndicats et de s'y livrer à l'action revendicative. Cette nouvelle orientation visait à démontrer que les militants révolutionnaires pouvaient défendre les intérêts des travailleurs mieux que les réformistes, ce qui était censé contribuer à ce que les travailleurs aient confiance dans les communistes. Ce n'est pas le lieu ici de faire le bilan de cette politique mais, quoi qu'on en pense, elle a eu une certaine efficacité. Les seules organisations syndicales qui ont su résister à cette politique furent celles où la relation entre organisation de masse et minorité révolutionnaire était le plus proche du modèle bakouninien – en Europe, la CNT espagnole.

Bakounine pensait qu'à son époque, la classe ouvrière n'avait pas encore atteint un stade suffisant de maturité pour se passer d'une minorité révolutionnaire. En 1870, on n'avait pas encore trouvé le mode précis d'organisation de cette minorité révolutionnaire. Trente ans plus tard, dans la période analysée par Maurizio Antonioli, on n'a pas avancé par rapport à la période de l'AIT : je suis tenté de dire que le mouvement anarchiste avait plutôt régressé sur la question de l'organisation de la minorité révolutionnaire. En effet, alors que les bakouniniens ne parlaient pas de division du travail entre action revendicative et action politique, alors qu'ils ne parlaient même pas de séparation entre action revendicative et action révolutionnaire, les anarchistes d'après 1900 reprennent ce thème et se mettent en fin de compte sur les mêmes positions que la social-démocratie. Car l'un des points qui définissent précisément la social-démocratie, c'est l'idée de division de travail entre parti et syndicat – une division qui aboutit inévitablement à la subordination de second au premier. Or Maurizio Antonioli souligne bien « l'insistance de Malatesta sur la séparation entre "lutte économique" et "lutte politique" ».

J'avais écrit, courant 1976 dans *Solidarité ouvrière*, le mensuel de l'Alliance syndicaliste, un article intitulé « Des anarchistes "purs" et des syndicats "neutres" : Malatesta ou la tentation social-démocrate »²⁰⁸. Bien entendu, je ne formulerais sans doute pas aujourd'hui les choses telles que je les ai formulées il y a presque 40 ans, mais j'y faisais certaines remarques

²⁰⁸ *Solidarité ouvrière* n° 55, février 1976.

Cf. <http://libertaire.free.fr/BrochureAlliance05.html>

qui restent encore actuelles aujourd'hui, et qui s'appliqueraient également à la période analysée par Maurizio Antonioli dans son étude.

J'y notais qu'une partie des militants « se consacrent exclusivement au travail syndical, à tel point qu'ils se confinent souvent à l'entreprise ou à la branche d'industrie. Ils négligent l'action d'ensemble. En général ces militants font un excellent travail d'organisation et d'éducation dans leur sphère d'activité, mais sans perspectives d'ensemble ; et finalement il en résulte que leur action profite à d'autres groupements qui eux, sont organisés... L'attitude des camarades qui se "retranchent" derrière le travail syndical dans leur entreprise s'explique d'ailleurs souvent par le fait que le mouvement libertaire n'est en mesure de leur apporter aucune aide dans leur travail. »

Une autre partie des militants, en revanche, « refusent de se "perdre" dans l'action syndicale, l'action revendicative, jugée "réformiste", et de déroger à leurs principes, à la pureté révolutionnaire. Leur propagande se veut sans concessions et bien entendu n'amène à eux que peu de monde, ce qui justifie en retour leur conviction sur le réformisme inhérent des travailleurs. Ceci explique le caractère de "passoire" du mouvement libertaire, en France particulièrement. »

L'article continue :

« Les positions de Malatesta sont importantes à connaître parce que sur bien des points elles se situent à la fois dans l'un et l'autre extrême et que jamais il n'a pu faire la synthèse des deux pour trouver des formes d'organisation adaptées aux besoins. En effet, Malatesta condamne la limitation de l'action syndicale à la revendication économique, mais reproche à nombre d'anarchistes de trop se consacrer au syndicalisme. Il est conscient du rôle et de l'importance stratégique du mouvement ouvrier pour toute action révolutionnaire mais refuse de se laisser entraîner par la logique de son raisonnement, qui, normalement, aurait dû le conduire à la direction du syndicat par les anarchistes. »

Lorsque le révolutionnaire italien conteste qu'on puisse, selon les mots de Maurizio Antonioli, accepter « l'idée d'une solidarité d'intérêts naturelle, spontanée à l'intérieur du prolétariat, alors que ce dernier avait besoin en définitive de quelque chose ou de quelqu'un qui la lui fasse connaître », il est non seulement à l'opposé des positions de Bakounine : il est dans le cœur de la conception social-démocrate, qu'elle soit réformiste avec Kautsky ou révolutionnaire avec Lénine.

En effet, Malatesta développe une idée très proche de celle que Lénine développe à peu près au même moment (1903) dans *Que faire ?* :

« L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. »

Lénine comme Malatesta ne considèrent pas la classe ouvrière comme un sujet autonome de l'histoire, elle n'existe que lorsque les intellectuels bourgeois interviennent pour lui révéler le sens de son existence. Pour Malatesta il y a d'un côté l'anarchisme, qui est une théorie, et de l'autre le mouvement ouvrier, qui est le moyen de mettre en pratique cette théorie. Mais l'un et l'autre sont nettement séparés. A la limite, le fait que le mouvement ouvrier soit un « terrain propice » est circonstanciel. Mouvement ouvrier et anarchisme n'apparaissent pas comme indissolublement liés : on n'a pas l'impression que l'anarchisme est une idée issue de la pratique du mouvement ouvrier et qui retourne au mouvement ouvrier sous forme de théorie.

Entre la fin de l'Association internationale des travailleurs et la période étudiée par Maurizio Antonioli, il se passe environ 25 ans, c'est-à-dire une génération. Beaucoup de choses se sont passées : la période des attentats, mais aussi la constitution des bourses du travail, la création de la CGT en 1895, la « Lettre aux anarchistes » de Fernand Pelloutier, invitant les libertaires à entrer dans le mouvement syndical.

Et la charte d'Amiens, qui passe pour être le document fondateur du syndicalisme révolutionnaire. En fait, la charte dite d'Amiens est une charte de compromis – Maurizio Antonioli a raison de le souligner – entre les syndicalistes révolutionnaires et les réformistes contre les guesdistes qui entendaient soumettre le mouvement syndical au parti. Mais il se n'agit en aucun cas, contrairement à ce que pense M. Antonioli, d'une « alliance fortuite ». Jaurès avait été féroce anti-anarchiste, mais il en vint à reconnaître le syndicalisme révolutionnaire comme un mouvement incontournable et le reconnut comme un interlocuteur. Les socialistes, donc (sauf les guesdistes évidemment), s'étaient fait une raison de

l'indépendance syndicale. Mais cette charte n'est aucunement une « victoire », elle marque au contraire le début de la fin du syndicalisme révolutionnaire, car certains points propres au programme révolutionnaire y ont été omis.

« Le texte d'Amiens ne résumait pas le syndicalisme révolutionnaire et son programme, ce n'était pas là son objet. Dans ce programme, la Charte d'Amiens a sélectionné quelques éléments, théoriques comme la lutte de classes, pratiques comme l'indépendance ou la neutralité. Lorsque sa formulation apparut, à tort, comme un résumé synthétique sur lequel on fabriqua d'innombrables textes d'explication et de formation, on négligea, on oublia même ses autres éléments. Pas un mot dans la Charte à propos de la lutte contre l'État et de la dénonciation contre ceux qui prétendent qu'il peut devenir un instrument de libération, rien non plus concernant les analyses à produire à l'encontre des partis politiques et des illusions parlementaires ²⁰⁹. »

Édouard Vaillant pourra dire à juste titre que le congrès d'Amiens fut une victoire *sur* les anarchistes ; Victor Renard, lui, dira plus trivialement que « les anarchistes qui prédominent à la CGT ont consenti à se mettre une muselière ». Deux ans plus tard, la grève des terrassiers de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges aboutit à l'arrestation de nombreux dirigeants de l'organisation, la décapitant littéralement et laissant les réformistes s'engouffrer dans le vide ainsi créé.

Lorsque le mouvement syndicaliste révolutionnaire commença à décliner, non pas en 1914, mais à partir de 1906 et surtout 1908, sous le coup de la répression policière d'une part (grève de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges, grève des postiers), de la montée irrépressible du réformisme d'autre part, les militants révolutionnaires de la CGT ne trouvèrent pas beaucoup d'alliés dans le mouvement anarchiste.

La Confédération réussit cependant à organiser en 1912 une grève générale de 24 heures contre la guerre, décidée lors d'un congrès extraordinaire. L'aile réformiste de la CGT s'était vigoureusement opposée à la grève générale, mais elle s'exprima devant une salle très hostile. Les responsables confédéraux – Léon Jouhaux, Yvetot, Griffuelhes, Merrheim

²⁰⁹ « L'anarchosyndicalisme, l'autre socialisme », Jacky Toublet, Préface à *La Confédération générale du travail* d'Émile Pouget, Editions CNT Région parisienne, 1997.

et Dumoulin – avaient compris qu’ils ne pouvaient pas négliger les craintes des plus modérés. Faire voter une grève générale de 24 heures aurait été en soi une victoire, étant donné le contexte. La direction confédérale devait faire face à une répression féroce du pouvoir et au sabotage, par les réformistes dont l’influence grandissait, de toute initiative d’envergure.

La grève fut un demi-succès, mais elle sauva l’honneur : il y eut 600 000 grévistes. Une vague de répression suivit, contre les militants syndicalistes, contre la Fédération communiste anarchiste et les Jeunesses syndicalistes. La Fédération anarchiste communiste fut particulièrement touchée par les mesures de répression. Un procès collectif pour « menées anarchistes » se conclura par un total de seize années de prison pour cinq anarchistes et 6 300 francs d’amende. La publicité de ce procès fut totalement éclipsée par celui de la bande à Bonnot, qui se tenait en même temps.

On peut reprocher à la CGT ne pas suffisamment lancer d’initiatives révolutionnaires. A cela, Francis Delaisi répond dans son commentaire au congrès anarchiste de d’août 1913 : « ...Et s’il fallait déclarer la grève générale tous les six mois, simplement chaque fois que le gouvernement ferait une provocation à la classe ouvrière, il est clair qu’on essoufflerait bien vite l’organisme syndical ; qu’au lieu d’entraîner les hésitants à la révolution, on les découragerait ; et qu’en usant les rouages par une tension trop continue, on provoquerait précisément ce mouvement de recul qu’on veut éviter. »

Il fallut attendre le congrès anarchiste tenu en août 1913 à Paris pour « normaliser » en quelque sorte les relations entre anarchisme et syndicalisme. Le congrès fut organisé par la F.C.A., les groupes des *Temps nouveaux*, les journaux *Le Libertaire*, *Les Temps nouveaux*, *Le Réveil anarchiste ouvrier*. Il eut lieu du 15 au 17 août à la Maison des syndiqués, rue Cambronne. Furent présents environ 130 délégués représentant 60 groupes (24 de Paris et 36 de province).

Il est à retenir que ce congrès, tenu peu après l’affaire Bonnot, fut marqué par une vigoureuse prise de distance avec l’individualisme. Mauricius se vit privé de parole (après avoir tout de même monopolisé la tribune pendant une journée) ; Jean Grave, annonça au nom des *Temps nouveaux* qu’il se retirerait du congrès si les individualistes y siégeaient. Pierre Martin, du *Libertaire*, déclara à leur adresse : « Entre vous et nous, il n’y a pas d’entente possible. » Sébastien Faure souligna l’« abîme infranchissable » qui séparait les conceptions communistes et individualistes.

Le compte rendu fait par *Les Temps Nouveaux* du 23 août 1913 et les commentaires qui le suivent relatent longuement la question syndicale. On y lit « qu'il est important que les anarchistes se mêlent aux syndicats afin d'y semer des sentiments révolutionnaires et l'idée de la grève générale expropriatrice ». A la suite de ce congrès qui, enfin, voyait s'établir une certaine cohésion entre anarchistes français, se tinrent de nombreuses conférences régionales. Notons cependant que la fédération du Sud-Est, qui tint son congrès à Lyon, admettait toutes les tendances – individualistes compris – mais s'opposait à l'action syndicale.

Ce n'est donc qu'à la veille de la guerre pour que le mouvement anarchiste français réussisse à s'organiser. Des fédérations régionales se constituent partout. Vingt-cinq groupes adhéraient à la nouvelle organisation en octobre 1913. Un congrès anarchiste international devait se tenir à Londres en août 1914. Le secrétaire d'organisation était A. Schapiro ; les initiateurs, les fédérations anarchistes d'Allemagne, de France et de Londres. Des Russes, des Italiens, des Espagnols, des Hollandais s'y intéressaient. Le déclenchement de la guerre allait mettre un terme à ces projets d'union internationale.

Maurizio Antonioli nous rappelle que Rosmer avait déclaré en septembre 1913 que « la majeure partie des anarchistes français étaient en dehors de la CGT ». Fait que le congrès anarchiste d'août 1913 confirme : parmi les militants invités à commenter ce congrès, un certain F.L. écrit dans *Les Temps Nouveaux* du 23 août 1913 : « D'un autre côté, comme il est manifeste que, depuis quelque temps, l'influence exercée par nos camarades sur le mouvement syndical a sensiblement diminué, il était devenu également nécessaire de nous demander si nous avions toujours fait dans le syndicat ce que nous devons toujours faire. »

Cette interrogation arrive un peu tard.

Une lecture attentive du texte de Maurizio Antonioli, qui fourmille de citations de la presse anarchiste de l'époque, en français pour la plupart, ce qui fit le bonheur du traducteur, laisse au lecteur l'impression que le syndicalisme révolutionnaire s'était développé à un rythme et avec une ampleur que les militants anarchistes ne pouvaient pas, ou ne savaient pas suivre, bien que pour beaucoup d'entre eux, le syndicalisme fût d'essence anarchiste.

On a l'impression que le mouvement anarchiste est totalement extérieur à la classe ouvrière et qu'il ne décide d'entrer dans les syndicats pour y faire

de la propagande anarchiste que par choix tactique. Ce n'est pas une stratégie globale dans laquelle anarchistes et syndicalistes travaillent ensemble à une œuvre commune. On pense évidemment au mouvement libertaire espagnol, même si la collaboration n'a pas toujours été idyllique, mais aussi au mouvement latino-américain, argentin en particulier. Maurizio Antonioli montre, il est vrai, que *ni les syndicalistes ni les anarchistes, à quelques exceptions près (Dunois, par exemple), ne semblaient disposés à une telle collaboration.*

C'est donc particulièrement handicapés que les militants syndicalistes révolutionnaires et anarchistes affronteront, après la guerre et la révolution russe, la politique d'assujettissement des organisations de masse ordonnée par l'Internationale communiste.

René Berthier
Septembre 2012

Texte d'accompagnement de la photo :

Maurizio Antonioli est professeur d'histoire contemporaine à l'Université d'État de Milan. Il est l'auteur de nombreux essais d'histoire syndicale et de l'anarchisme.

Bibliographie

Parmi ses publications, citons :

- Il sindacalismo italiano. Dalle origini al fascismo: studi e ricerche (1997) (Le syndicalisme italien. Des origines au fascisme : études et recherches) :

- *Il sol dell'avvenire. L'anarchismo in Italia dalle origini alla prima guerra mondiale (1871- 1918)* (avec P.C. Masini, 1999) (Le soleil de l'avenir. L'anarchisme en Italie des origines à la première guerre mondiale [871-1918]) :

- *Sentinelle perdute. Gli anarchici, la morte, la guerra* (2009). (Sentinelles perdues. Les anarchistes, la mort, la guerre).

Tous publiés chez BFS Edizioni

On consultera en français *Le Congrès Anarchiste International d'Amsterdam (1907)*, Introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli, Nautilus/Éditions du Monde libertaire, 1997.

Texte 4 de couv

« Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme », de Maurizio Antonioli, fut écrit à l'occasion du colloque international d'études bakouniniennes qui célébrait le centenaire de la mort de Michel Bakounine. L'événement eut lieu à Venise du 24 au 26 septembre 1976, à l'initiative des Gruppi Anarchici Federati sous le patronage de l'Association culturelle libertaire « A. et B. Carocari ».

Le texte de Maurizio Antonioli présente l'intérêt décisif d'aborder les problèmes qui se posèrent aux militants qui se réclamaient, au début du XX^e siècle, de la postérité de l'AIT, de la Fédération jurassienne et du révolutionnaire russe.

Maurizio Antonioli montre le rôle décisif que James Guillaume joua dans cette réappropriation de l'héritage par les deux courants. En effet, dans un premier temps, ils semblent d'accord pour souligner le fait que Bakounine ait été un précurseur du syndicalisme révolutionnaire : il y a alors, dit Maurizio Antonioli, « une continuité politique idéale entre Bakounine et le syndicalisme ».

Peu à peu cependant, on voit qu'ils évoluent d'une manière qui va les conduire à se confronter. Le syndicalisme révolutionnaire se trouve dans ce que Maurizio Antonioli appelle une « logique d'absorption », assumant à la fois la fonction d'organisation de masse et d'organisation spécifique. Il est accusé d'avoir des tentations « impérialistes », selon l'expression de Marc Pierrot, et les anarchistes vont reprocher au syndicalisme révolutionnaire de ne laisser aucune place à l'organisation fondée sur un « idéal », c'est-à-dire à l'organisation politique.

Postface	46
Texte d'accompagnement de la photo :	66
Bibliographie	66
Texte 4 de couv	66